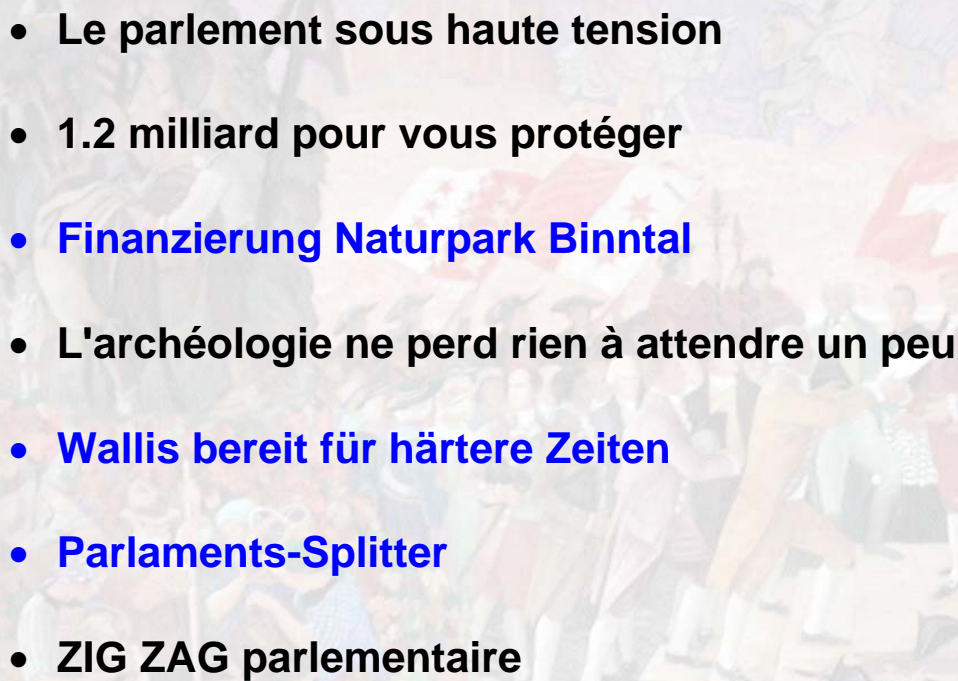




- 
- **Le parlement sous haute tension**
 - **1.2 milliard pour vous protéger**
 - **Finanzierung Naturpark Binntal**
 - **L'archéologie ne perd rien à attendre un peu**
 - **Wallis bereit für härtere Zeiten**
 - **Parlaments-Splitter**
 - **ZIG ZAG parlementaire**

Les députés ont **accepté le principe** d'accorder des déductions fiscales en 2009, mais tout le monde n'est pas d'accord sur les modalités de la baisse. Le PDC, par exemple, verrait bien une augmentation des déductions pour les enfants.

L'attaque des socialistes du Haut-Valais contre les **salaires des dirigeants de la Banque cantonale** n'a pas trouvé d'écho favorable dans les travées du Grand Conseil, hormis à gauche. Libéraux-radicaux, UDC et jaunes se sont levés pour défendre l'institution.

ZIG
AG PARLEMENTAIRE

VALEUR LOCATIVE
Changement de calcul

Le groupe PDC du Centre, par Sébastien Roh, a défendu une motion par laquelle il souhaite que l'on détermine le taux d'imposition d'un ménage sans tenir compte de la valeur locative de son logement. Par contre, cette valeur locative «serait ensuite ajoutée aux autres revenus lors de l'application du taux.» Cette question assez technique aurait une importante répercussion sur la charge fiscale des familles.

L'idée a été combattue par la socialiste Anne-Christine Bagnoud pour une question d'équité entre propriétaires et locataires.

Au vote, la motion a été acceptée par 88 voix contre 20.

RÉSOLUTION PDC
Défiscaliser les allocations

La loi fédérale ne permet pas aux cantons de défiscaliser les montants perçus au titre d'allocations familiales. Les groupes PDC ont déposé une résolution demandant que le canton du Valais dépose une initiative cantonale pour modifier cet état de fait.

Cette résolution a été adoptée par le Grand Conseil par 106 oui, 7 non et 9 abstentions.

INFLATION
Atténuer la progression à froid

Actuellement, la loi fiscale prévoit que le barème de l'impôt change automatiquement dès que l'indice des prix à la consommation augmente de 10%. Pour Matthias Egger (GRL), c'est là une correction insuffisante. Il a demandé une compensation annuelle et intégrale des effets de l'inflation.

Le PDC du Bas, par Jérôme Buttet, refuse cette proposition pour des raisons essentiellement techniques. Il propose que le Conseil d'Etat étudie d'autres solutions, comme la diminution du chiffre de 10% ou pour un changement automatique tous les quatre ans. Pour permettre ces analyses, la motion de Matthias Egger a été adoptée sous la forme moins contraignante du postulat.

DÉDUCTIONS FISCALES
Mieux informer les seniors

Les documents émis par le Service cantonal des contributions ne sont pas suffisamment clairs lorsqu'ils donnent la possibilité de déduction à des Seniors, ont constaté plusieurs députés, dont la socialiste Sonia Z'graggen. Cette dernière a demandé que les choses soient améliorées. Jean-René Fournier lui a promis que ce serait fait. JYG

C'est oui aux abattements fiscaux

FISCALITÉ ► Le Grand Conseil a accueilli favorablement l'idée du Conseil d'Etat de réduire les impôts. Reste encore à savoir comment... et combien. Radicaux et UDC veulent aller plus loin que les 30 millions proposés.

JEAN-YVES GABBUD

Le Grand Conseil est entré en matière hier sur la proposition du Conseil d'Etat de diminuer les impôts de 30 millions. En suivant l'Exécutif cantonal, cette réduction fiscale pourrait se concrétiser par une hausse des déductions pour les primes caisse-maladie, pour les frais de garde des enfants, pour les frais de formation à l'extérieur du canton et une augmentation du seuil à partir duquel les revenus modestes paient un impôt.

Baisse d'impôt possible

«*Bien heureux canton que le nôtre qui peut diminuer ses impôts en cette période de crise financière*», s'est réjoui le chef du groupe radical-libéral René Constantin.

Pour le président de la Commission des finances Philippe de Preux, l'effort consenti par l'Etat est à relativiser. «*En 2000, l'Etat a encaissé 638,6 millions d'impôts. En 2009, il en percevra 862,3 millions. L'augmentation est de 35%.*» «*Sans augmentation de l'imposition*», précise le conseiller d'Etat Jean-René Fournier qui ajoute: «*Ces mesures sont possibles parce que nous avons maîtrisé les dépenses. La conjoncture a été bonne ces dernières années, ce qui nous a permis d'augmenter les entrées fiscales.*»

Relance de l'économie

Pour le chef des finances cantonales, la baisse de la fiscalité est une mesure permettant de lutter contre la crise, car elle «*soutient la consommation et améliore les conditions cadre de l'économie cantonale.*» «*Ces mesures sont bonnes pour le moral des consommateurs*», estime quant à lui Philippe de Preux.

Autre optique

Du côté du PDC du Valais romand, la diminution d'impôts est saluée. Par contre, pour le chef du groupe PDC du Centre Jacques Melly, les propositions formulées par le Conseil d'Etat ne sont pas assez ciblées. Il propose, comme l'a égale-



LE CONSEIL D'ÉTAT PROPOSE

IMPÔTS CANTONAUX
-30 millions

IMPÔTS COMMUNAUX
-28 millions

Ces allègements toucheraient principalement la classe moyenne et les bas revenus

ment fait Nicolas Voide pour le groupe PDC du Bas, de sortir les allocations familiales du champ de l'impôt, en augmentant le montant déductible par enfant.

Pour compenser la perte d'entrées fiscales liée à cette mesure, 24 millions, il propose de renoncer à d'autres réductions d'impôts, comme par exemple l'augmentation des déductions pour les primes de caisse-maladie.

Aller plus loin

Pour les radicaux-libéraux et les démocrates du Centre les propositions de baisse d'impôts formulées par le Conseil d'Etat ne sont pas suffisantes.

Pour l'UDC Edmond Perruchoud, la proposition du Conseil d'Etat «est

un saupoudrage pour calmer le bon peuple.» Il propose d'aller plus loin, de garder les baisses proposées, tout en exonérant les allocations familiales et en permettant également des déductions pour la rénovation d'immeubles, histoire d'aider les propriétaires et le monde de la construction.

De son côté, le radical René Constantin propose 6 millions d'allègements supplémentaires qui pourraient concerner soit les frais de garde soit les frais de rénovation d'immeubles.

Jean-René Fournier refuse clairement cette volonté d'aller plus loin dans les allègements. Il a affirmé que «*le Conseil d'Etat combattra toute proposition allant au-delà de 31 millions de réduction des entrées fiscales.*»

Soucis pour les communes

Les jaunes, par la voix de Graziella Walker Salzman, refusent de faire perdre des entrées fiscales aux communes, alors qu'elles entrent dans une période économiquement moins favorable.

Jean-René Fournier lui rappelle toutefois que «*les communes se trouvent dans une très bonne situation financière*» et qu'elles semblent donc en mesure d'assumer une diminution des entrées fiscales de 28 millions.

Malgré cette remarque des jaunes, le Grand Conseil a accepté, sans opposition, d'entrer en matière sur la proposition de réduire les impôts. Il analysera le détail de cette matière vendredi matin.

ATTAQUE DES SOCIALISTES HAUT-VALAISANS

Les salaires à la BCVs ne seront pas limités

JEAN-YVES GABBUD

La demande des socialistes haut-valaisans pour limiter le salaire du directeur de la Banque cantonale du Valais à la hauteur du revenu d'un conseiller d'Etat a été balayée par le Grand Conseil. Par 87 non, 18 oui et 11 abstentions, l'idée a été rejetée par tous les groupes hormis l'Alliance de gauche.

L'attaque socialiste. Le député socialiste German Eyer a été virulent dans son attaque contre la Banque cantonale. Il a parlé de «*salaires exorbitants que les éléphants de la BCVs encaissent.*» Pour lui, ces montants «*sont une*



«La BCVs est une banque saine, solide et sûre»

ANDRÉ VERNAY,
DÉPUTÉ GRL

claque à la figure des travailleurs.» Persuadé que l'institution bancaire peut trouver de bons dirigeants se contentant d'un salaire de conseiller d'Etat, il a rappelé qu'avant la transformation de la banque en société anonyme, il en était ainsi.

Nombreux appuis. L'institution bancaire a bénéficié de nombreux appuis. Le député

André Vernay (GRL) a déclaré «*La BCVs n'est pas l'UBS. Ne profitons pas de la crise financière pour faire des amalgames.*» A ses yeux, la banque cantonale a reconnu les erreurs de son passé, que lui reprochent encore les socialistes haut-valaisans, et a su regagner la confiance des Valaisans. Il a lancé: «*La BCVs est une banque saine, solide et sûre*», en appuyant sa déclara-

tion sur l'arrivée sur de nouveaux fonds depuis le début de la crise financière.

Une institution qui excelle. «*Si l'on a une institution valaisanne qui excelle, c'est bien la BCVs. Et si elle excelle, c'est qu'elle est gouvernée de manière cohérente et compétente*» a déclaré le député UDC Edmond Perruchoud. Concernant les salaires, le démocrate du Centre a estimé que «*les bons chefs ne sont jamais assez bien payés, mais que les mauvais chefs le sont trop.*»

Edmond Perruchoud a toutefois lancé un avertissement. Il a affirmé que son

parti refuserait la «*repolitisation*» de la BCVs lors des prochains changements qui auront lieu au sein du conseil d'administration de la banque.

Mêmes salaires. Les jaunes y sont aussi allés de leur couplet pour défendre l'institution bancaire valaisanne. Diego Clausen a rappelé que les salaires à la BCVs sont calculés sur les mêmes bases que celles des autres banques cantonales et qu'il n'est pas possible d'intervenir sur ces questions, alors que la banque est une entreprise autonome et cotée en bourse.

Aus dem Walliser Grossen Rat

S i t t e n. – Der Walliser Grosse Rat hat sich mit der Teilrevision des Steuergesetzes und mit der Stromversorgung befasst. Zu beiden Vorlagen zeichnete sich in der Eintretensdebatte im Grossen Rat eine breite Zustimmung ab. Eintreten auf beide Vorlagen blieb unbestritten.

Bei der Teilrevision des kantonalen Steuergesetzes geht es darum, Steuerpflichtige mit bescheidenen und mittleren Einkommen zu entlasten. **Nicolas Voide** (CVP Unterwallis) will die Steuererleichterungen noch gezielter anwenden. Die Massnahmen kosten den Kanton 30 Mio. Franken. Die CVP wendet sich für die Beibehaltung einer Mindeststeuer, damit die Menschen auch wissen, dass Strassen, Schulen, Spitäler etwas kosten. **Beat Abgottspon** (CVP Oberwallis) merkt an, dass im Budget die Entlastung bereits vorgesehen ist. Die Einnahmehausfälle für die Entlastung beträgt 30 Millionen für den Kanton und 28 Millionen für die Gemeinden. Die CVP Oberwallis steht hinter dieser Revision. Die Gemeinden verlieren Einnahmen. Die zeitliche Planung ist nicht optimal. Zum Zeitpunkt der Budgetierung bei den Gemeinden waren die Auswirkungen der erneuten Revision des Steuergesetzes nicht bekannt. Daraus ergeben sich Unsicherheiten für die Gemeinden bei der Finanzplanung. **Jacques Melly** (CVP Mittelwallis) betrachtet die Vorlage als angebracht und tauglich. Allerdings müssten die Massnahmen zur Erleichterung der Steuerbürde noch stärker auf die Familien konzentriert sein. Die totale Befreiung von den Steuern ist keine gute Lösung. Auch Bürgerinnen und Bürger mit beschei-

denem Einkommen sollen Steuern bezahlen. Es geht hier um einen Grundsatz. Bei den Entlastungen sollte man nicht zu weit gehen.

Keine Mehrbelastung der Gemeinden

Graziella Walker Salzmann (CSP Oberwallis) erinnert an die sechs Revisionen der Walliser Steuergesetzgebung seit dem Jahr 2000. Die CSPO verlangt eine familiengerechte Steuergesetzgebung. Sie darf nicht durch höhere Gebühren ausgeglichen werden. Gleichzeitig ist darauf zu achten, dass die Steuereinnahmen von Gemeinden und Kanton nicht allzu stark geschmälert werden. Die CSPO lehnt Lastenverschiebungen in Richtung Gemeinden ab. Innerkantonal braucht es einen besseren Ausgleich zwischen den Gemeinden. **Anne-Christine Bagnoud** (SP/Linksallianz) ist einverstanden mit der Stossrichtung der Revision. Entlastet werden Steuerpflichtige mit tiefen Einkommen und die Familien. Das ist nötig. Diese Revision realisiert endlich wichtige Steuerpostulate der SP/Linksallianz. **René Constantin** (freisinnig-liberal) zeigt sich erfreut über diese erneute steuerliche Entlastung. Der Kanton hätte die Möglichkeit, noch weiter zu gehen, als er dies nun tut. Trotz der sechs Revisionen des Steuergesetzes sind die Einnahmen stetig gestiegen. Die Erleichterungen waren also angezeigt. Die Freisinnig-Liberalen wollen zusätzliche Steuererleichterungen von sechs Millionen Franken. Es geht darum, den Konsum anzukurbeln. **Edmond Perruchoud** (SVP) begrüsst die vorgeschlagenen Steuererleichterungen. Aber man könnte noch bessere Massnahmen umsetzen. Der Familienabzug und die Sozialabzüge sind zu erhöhen. **Matthias Eggel** (FDP Oberwallis) befürwortet die erneute Revision. Die Milderung für bescheidene und mittlere Einkommen ist angezeigt. Die grösste Steuerentlastung bringt

den höhere Abzug für Prämien für Versicherungen und Krankenkassen. Das hat die FDP Oberwallis schon lange gefordert. Die zweitgrösste Entlastung bringt der Abzug für bescheidene Einkommen. Die Bestimmungen für den Abzug für die Ausbildung ausserhalb des Kantons sind zu eng gefasst.

Regierung mahnt zur Vorsicht

Die Finanzkommission, die thematische Kommission und die Regierung sind erfreut über die breite Zustimmung im Plenum des Grossen Rates. Seit dem Jahr 2000 sind Steuererleichterungen im Betrag von 194 Mio. Franken gewährt worden. **Staatsrat Jean-René Fournier** räumt ein, dass diese Steuererleichterungen problemlos möglich sind. Die wirtschaftliche Entwicklung war günstig. Er mahnt indes zur Vorsicht. Die Wirtschaftslage ändert sich rasch. Daher ist Vorsicht angezeigt; weitere Steuererleichterungen liegen nicht drin. Die Gemeinden stehen weiteren Steuererleichterungen sehr skeptisch gegenüber. Er zeigt sich offen für eine Diskussion, kündigt aber den entschiedenen Widerstand gegen alle Vorschläge an, die über die 30 Mio. Franken an Ausfällen für den Kanton hinausgehen.

Gesetz über die Stromversorgung

Es geht um eine Anschlussgesetzgebung in Form eines Dekretes an das Bundesgesetz. Mehrfach wird angemerkt, dass sich die Dinge auf eidgenössischer Ebene im Fluss befinden. Es fehlt zurzeit an Rechtssicherheit. Man will die Zahl der Stromverteiler verringern, hier wird kritisiert, dass im Dekret eine zu starke Konzentration der Verteiler angestrebt wird. Die Stromversorgung ist Sache der Gemeinden. Es wird aber auch auf die Tatsache verwiesen, dass der administrative Aufwand von 65 Verteilgesellschaften sehr hoch ist. Das schlägt sich in höheren Stromtarifen für Haus-

UN DÉCRET POUR ATTÉNUER LES HAUSSES DE TARIFS

Après avoir accepté l'entrée en matière, le Parlement valaisan devrait adopter vendredi un décret qui entend notamment obliger les propriétaires des réseaux de distribution d'électricité à créer dans un délai de deux ans **une société d'exploitation unique**...



LE VALAIS DE DEMAIN EN TROIS RÉGIONS

La **loi sur la politique régionale est enfin sous toit**, carrément acceptée. Aucun groupe ne s'est en effet opposé hier à l'entrée en matière sur cet objet. Plus rien ne semble s'opposer désormais au découpage du canton en trois régions socioéconomiques...



Le Parlement sous haute tension

MARCHE DE L'ÉLECTRICITÉ ▶ Les députés valaisans sur le point d'accepter un décret destiné à y voir plus clair dans la jungle tarifaire et à atténuer les effets des fortes hausses annoncées.

PASCAL GUEX

«Il ne faut pas se leurrer: notre marge de manœuvre n'est pas très grande». Le conseiller d'État Thomas Burgener a reconnu hier que la facture d'électricité des ménages valaisans prendra de toute façon l'ascenseur l'an prochain. Mais à quelle vitesse? En acceptant d'entrer en matière sur un projet de décret, le Parlement a donné le feu vert à une série de mesures susceptibles d'atténuer peu ou prou les mauvais effets d'un marché électrique sous haute tension. Ce décret – qui doit permettre une adaptabilité de notre législation lors de la seconde phase de l'ou-

verture du marché programmée pour 2014 – entend obliger les propriétaires des réseaux de distribution suprarégionaux opérant sur le territoire valaisan à créer dans un délai de deux ans une société d'exploitation unique. Avec l'espoir de faire ainsi diminuer les frais généraux et par là-même d'influer positivement sur vos futures factures d'électricité. A l'image de plusieurs députés, Thomas Burgener a également appelé de ses vœux une spectaculaire diminution du nombre des sociétés de distribution. «Dans l'idéal, notre canton ne devrait plus compter que trois, au lieu de 66 aujourd'hui.»

Le texte qui reviendra sur la table des députés vendredi en deuxième lecture propose encore de limiter les augmentations aux dispositions de la loi fédérale et de son ordonnance. Ces nouveaux tarifs ont en effet fâché la commission présidée par Jacques-Roland Coudray. A ses yeux, ce système demeure monopolistique. «La tentative de certaines sociétés de vouloir amortir leur réseau une 2e fois n'est tout simplement pas acceptable.»

D'autre part, il n'est pas concevable pour de nombreux députés que les entreprises électriques en main majoritairement communales puissent s'octroyer en douce de nouvelles recettes sur le dos des consommateurs captifs. «Gare à elles de ne pas devenir l'OPEP des Alpes».



«Dans l'idéal, notre canton ne devrait plus compter que trois sociétés de distribution, contre 66 aujourd'hui...»

THOMAS BURGNER,
CONSEILLER D'ÉTAT

verture du marché programmée pour 2014 – entend obliger les propriétaires des réseaux de distribution suprarégionaux opérant sur le territoire valaisan à créer dans un délai de deux ans une société d'exploitation unique. Avec l'espoir de faire ainsi diminuer les frais généraux et par là-même d'influer positivement sur vos futures factures d'électricité. A l'image de plusieurs députés, Thomas Burgener a également appelé de ses vœux une spectaculaire diminution du nombre des sociétés de distribution. «Dans l'idéal, notre canton ne devrait plus compter que trois, au lieu de 66 aujourd'hui.»

Ce décret entend aussi apporter un peu plus de transparence dans le calcul des tarifs. «C'est après avoir reçu trois représentants des 66 sociétés de distribution acti-



Une infime partie de votre future facture d'électricité se jouera vendredi devant le Parlement. HOFMANN

Gesetz über die Stromversorgung

Es geht um eine Anschlussgesetzgebung in Form eines Dekretes an das Bundesgesetz. Mehrfach wird angemerkt, dass sich die Dinge auf eidgenössischer Ebene im Fluss befinden. Es fehlt zurzeit an Rechtssicherheit. Man will die Zahl der Stromverteiler verringern, hier wird kritisiert, dass im Dekret eine zu starke Konzentration der Verteiler angestrebt wird. Die Stromversorgung ist Sache der Gemeinden. Es wird aber auch auf die Tatsache verwiesen, dass der administrative Aufwand von 65 Verteilgesellschaften sehr hoch ist. Das schlägt sich in höheren Stromtarifen für Haus-



Die Steuerlast für kleine und mittlere Einkommen soll gezielt verringert werden. Der Grosse Rat beschloss gestern Eintreten auf eine Teilrevision des Steuergesetzes.

Foto wb

haltungen und Wirtschaft nieder. Mehrfach wird die Forderung nach mehr Transparenz in der Tarifgestaltung laut. Die sich abzeichnenden Strompreiserhöhungen für Haushalte, Gewerbebetriebe und Industrie machen vielen Abgeordneten Sorge.

Kanton hat nur beschränkten Spielraum
Kommissionspräsident Pierre-Albert Coudray (freisinnig-liberal) und **Staatsrat Thomas Burgener** verweisen auf die Notwendigkeit einer kantonalen Gesetzgebung. Bei der Tarifgestaltung, bei den Strompreiserhöhungen und bei der Zahl der Verteilgesellschaften braucht es neue Regelungen. 66 Verteilgesellschaften für 300 000 Einwohner sind zu viel. Allfällige missbräuchliche Strompreiserhöhungen werden eingeschränkt. Dem Kanton stehen aber nur sehr beschränkte Möglichkeiten offen, diese Entwicklung zu beeinflussen. Er kann auch nur sehr beschränkt auf die Walliser Elektrizitätsgesellschaft einwirken, weil sich diese in einem Konkurrenzumfeld befindet. Es gibt viel Skepsis gegenüber einer totalen Strommarktöffnung. Der Bund hat nun die Ordonnanz abgeändert, noch bevor sie in Kraft trat. Die Dinge sind im Fluss, gerade im Bereich der Preisgestaltung. Das Dekret bleibt fünf Jahre in Kraft. **lth**

POLICE CANTONALE ET OCVS**Oui à la centrale unique**

Le gouvernement n'aura pas à se fendre d'un rapport préliminaire sur la fusion en une centrale d'appel unique de la cellule d'engagement de la police cantonale et de celle de l'Organisation cantonale valaisanne des secours (OCVS). Par 84 voix contre, 19 pour et 7 abstentions, le Parlement a en effet écarté hier au stade du développement un postulat du député Jean-Luc Addor (UDC) qui appelait de ses vœux une pesée des intérêts de la part du Conseil d'Etat. Seule démarche à ses yeux susceptible de vaincre *«le scepticisme généré par ce projet»*. Une proposition contre laquelle s'est élevée avec force Marie-Claude Ecœur. Selon l'élue du Groupe radical-libéral, ce postulat place l'UDC *«en porte-à-faux total»* avec les règles en vigueur, Jean-Luc Addor cherchant là à se substituer à la commission thématique. Un argumentaire auquel s'est donc ralliée une large majorité du Législatif cantonal.

RÉFORME DES MUNICIPALITÉS**Des communes viables**

Le Conseil d'Etat va devoir poser les bases d'une réforme structurelle visant à créer *«des Municipalités viables dont les structures correspondent à l'époque actuelle»*. La motion déposée par quatre députés PDC et chrétiens-sociaux haut-valaisans réclamant *«le renforcement des communes et du canton du Valais»* n'a en effet pas été combattue hier. Selon ce texte, notre canton compte encore beaucoup trop de petites communes. Pour les motionnaires, une taille minimale doit être exigée pour une Municipalité, en tenant compte du contexte géographique, économique et sociopolitique. Ceci d'autant plus que les collaborations intercommunales auraient déjà montré leurs limites. Rappelons que le Valais compte désormais 153 Municipalités, dont 50 dénombrent moins de 500 habitants et 36 ont entre 500 et 1000 habitants. Ces 86 communes recensent 13% de la population cantonale.

ENTRAÎNEMENT ET MOTONEIGE**Au point mort**

Pas question pour le Conseil d'Etat valaisan de créer des conditions plus favorables à l'entraînement des pilotes de motoneige. Pas dans l'immédiat en tout cas. Jean-René Fournier a ainsi dû répondre par la négative à une interpellation de Jean-Bernard Héritier (UDC) qui a plaidé la cause de ces pilotes de compétition qui souffrent d'un cadre légal *«extrêmement restrictif»* et de l'absence de pistes d'entraînement. Ce coup de frein donné, le gouvernement n'en a pas moins admis l'existence de cette problématique qui concerne aussi les amateurs de motocross et de trial. *«Nous devons trouver des solutions pour mettre fin à une grosse hypocrisie: on ne donne pas la possibilité à ces jeunes sportifs de s'entraîner; on va même jusqu'à interdire la pratique de ces sports mais on sait qu'ils circulent quand même.»* Jean-René Fournier estime ainsi qu'à plus ou moins long terme, des solutions devront être trouvées mais seulement en accord avec les communes.

GARDE D'ENFANTS GRATUITE**Des cadeaux fiscaux?**

Les grands-parents et autres oncles ou tantes qui gardent gratuitement les enfants de parents obligés de travailler auront-ils bientôt droit à des cadeaux fiscaux? Le Conseil d'Etat va devoir étudier la faisabilité de cette idée lancée par Claudine Oggier (PS/Adg). Aucun député ne s'est en effet opposé hier au postulat de cette élue du PS/Alliance de gauche qui estime que l'Etat se doit de reconnaître la valeur et l'utilité de ces travailleurs de l'ombre... PG

Parlaments-Splitter

Der Schnee verleiht der Landschaft im Talgrund und an den Hängen Strukturen und Linien, die sonst verborgen bleiben. Mauern, Wege, Rebreihen bilden eigenwilligen Konturen und es ergibt sich eine Plastizität, der gerade ob ihrer Kargheit etwas Magisches innewohnt. Die Reben in langen Reihen träumen wohl von den Lindwinden des März, vom frühen Schnitt, vom nächsten Sommer. Wir Menschen wissen zwar um den Wechsel der Jahreszeiten – und dennoch erscheint er uns letztlich immer unbegreiflich und geheimnisvoll.

*

Und weiter oben, da sind sie, die gleissend-weissen Hänge, die stiebenden Pulverschnee bei ungetrübten Schneegleiterfreuden verheissen. Guten Morgen, Winterland!

*

Die Blumendekoration für die Dezember-Session ist klassisch-originell: Weisse Rosen, Gestrüpp, Gelaub, Herbstbeeren, kleine Perlen als Zugeständnis an Weihnachten. Nicht übel. Doch die Vase, die ist einfach die Bombe! Sie leuchtet in einem schrecklichen, fluoreszierenden

Grün, das irgendwie an die Signalisation von Ausgängen in Notdurftanstalten erinnert. Oder dann an einen überdimensionierten Becher mit Pistazieneis drin. Ziemlich fürchterlich, das Ganze.

*

Das Hauptgeschäft der Dezember-Session bildet die Budgetberatung. Der Voranschlag für die Staatsrechnung 2009 dürfte weitgehend unbestritten bleiben, auch wenn zahlreiche Abänderungsvorschläge auf die Behandlung warten.

*

Auf der Tribüne ist eine Klasse von Plättlilegern eingetroffen. Sie haben einen offenen Brief an den Grossen Rat geschickt. Darin wird eine ganze Reihe von Bemerkungen gemacht. Unter anderem die, dass die Lebenskosten steigen und auf der anderen Seite der Lohn stagniert. Für einen Alleinlebenden reiche dies noch gerade aus, aber nicht für eine Familie, klagen diese jungen Menschen...

*

Die Bezüge der Direktion und des Verwaltungsrates der Walliser Kantonalbank werden nicht gekappt. Grossrat German Eyer

wollte den WKB-Direktorenlohn auf den eines Staatsrates beschränken und die Bezüge des Verwaltungsratspräsidenten auf die Hälfte davon. Der Grosse Rat hat dies auf breiter Front und einem entsprechend klaren Abstimmungsergebnis abgelehnt. Grundtenor im Rat: Die WKB arbeitet erfolgreich, sie verdient Anerkennung und entsprechende, marktübliche Abgeltungen dieser Leistungen.

*

Die WKB muss im kommenden April fünf von neun Verwaltungsratssitzen neu besetzen. Diese wichtige Erneuerung wird noch vom alten Staatsrat vorgenommen. Man darf gespannt sein, wie die Regierung diese Spitzkehre fährt. Welches Anforderungsprofil müssten Wählbare erfüllen? Gefragt sind breite Kenntnisse der Walliser Wirtschaft, ein gutes Gespür sodann auch für nationale und internationale wirtschaftliche Entwicklungen – und wenn möglich bankentechnischen Sachverstand. Für parteipolitische und auch regionale Überlegungen bleibt nur ein beschränkter Spielraum.

lth

Verschiedene Sachgeschäfte

Keine Einschränkung bei den Bezügen von Direktion und Verwaltungsrat der Walliser Kantonalbank (WKB)

Stärkung der Walliser Gemeinden

Hans-Ulrich Weger (CVP Oberwallis) befasst sich mit der Stärkung der Walliser Gemeinden und des Kantons. Die Motion wird an die Regierung überwiesen.

Ausgleich der kalten Progression

Matthias Eggel (FDP Oberwallis) fordert den jährlichen Ausgleich der kalten Progression für die Einkommenssteuer im Kanton und in den Gemeinden. Bei den Gemeinden soll dies freiwillig sein. Heute muss die Teuerung 10 Prozent erreichen; die Steuerzahlerinnen und Steuerzahler bezahlen daher während Jahren zu viel Steuern. Einige Kantone kennen bereits den jährlichen Ausgleich der kalten Progression, andere Kantone gleichen sie schon bei 5 oder 7 Prozent aufgelaufener Teuerung aus. Der Aufwand ist im Zeitalter der Elektronik gering. Tiefere Steuern bedeuten mehr Konsum. Die Motion wird bekämpft. Die Unterwalliser CVP findet, dass der Vorstoss so praktisch nicht umsetzbar ist. Die Teuerung ist erst Ende Jahr bekannt, daher würden also zusätzliche Unsicherheiten herrühren. Die verschiedenen Möglichkeiten sollen in einem Postulat ausgelotet werden. Die Motionen werden als Postulat überwiesen.

Motorschlitten: Restriktiv bleiben

Die SVP verlangt bessere Trainingsbedingungen für die Piloten von Motorschlitten. **Staatsrat Fournier** erinnert daran, dass die Bestimmungen im Kanton sehr restriktiv sind. Das will man bewusst, denn es geht um die Ruhe in den Bergen und um den Umweltschutz. Die Regierung ändert das Reglement nicht. Es braucht Lösungen, die in der Zuweisung von Trainingsgeländen bestehen könnten. Aber heute noch gibt es zu

viele illegale Fahrten. Diese würden im Gegenzug rigoros unterbunden.

Schwierige Umsetzung des Bürgerrechts

Thomas Lehner (CVP Oberwallis) geht es um die Umsetzung des Bürgerrechts. Wieder einmal sind die Gemeinden gefordert bei der Anwendung neuer gesetzlicher Bestimmungen. Sie fühlen sich vom Kanton im Stich gelassen. Es fehlt an einheitlichen Regelungen und Hilfestellungen, wenn jede Gemeinde ihr eigenes Süppchen kochen muss. Der Staatsrat muss die Dinge hier energisch an die Hand nehmen. Das Postulat wird überwiesen.

Die Löhne der WKB-Manager im Visier

German Eyer (SP Oberwallis) stellt fest, dass die WKB erneut aus dem Ruder läuft. Er bezeichnet die Löhne und Bezüge im kantonalen Bankinstitut als «unglaublich», sowohl bei der Direktion als auch im Verwaltungsrat. Die hohen Löhne sind ein Schlag ins Gesicht all jener, die täglich zur Arbeit gehen zu einem normalen Lohn. Die Bankenkrise ist auf immer höhere Boni zurückzuführen. Der WKB-Direktor soll nicht mehr verdienen als ein Staatsrat, der Präsident des Verwaltungsrates die Hälfte davon. Seit der Umwandlung der WKB in eine Aktiengesellschaft sind die Löhne stark gestiegen.

Die WKB soll marktkonform bleiben

Die Postulate werden bekämpft. **André Vernay** (freisinnig-liberal) verlangt, dass man diese Vorstösse ablehnt. Die WKB arbeitet hervorragend. Sie hat das Misstrauen, das aus diesen Vorstössen kommt, nicht verdient. **Diego Clausen** (CSP Oberwallis) betrachtet die Löhne und Bezüge als vergleichbar mit anderen Kantonalbanken. Die WKB ist ein autonomes Unternehmen, die Löhne sollen sich

nach dem Markt richten. Die Löhne müssen aber von der Regierung neu definiert werden. Fünf von neun Mitgliedern des Verwaltungsrates verlassen die WKB. Zurzeit bleiben nur noch drei bis vier Mitglieder. Ist da eine Kontinuität gewährleistet? Braucht es nicht eine gestaffelte Übergangsphase? Die SVP bekämpft das Postulat Eyer ebenfalls. Wenn es eine erfolgreiche Walliser Einrichtung gibt, dann die WKB. Wer gut arbeitet, soll auch gut verdienen. Die Neubestellung des Verwaltungsrates stellt eine echte Herausforderung dar. Der Rat lehnt beide Postulate mit klaren Ergebnissen ab, nämlich mit 91 zu 19 (6 Enthaltungen) und mit 87 zu 18 Stimmen (11 Enthaltungen).

Das Gesetz über die Regionalpolitik

In zweiter Lesung wird das Gesetz über die Regionalpolitik behandelt. In der Eintretensdebatte wird auf die Neuorientierung verwiesen. Es geht um die Steigerung der regionalen Wettbewerbsfähigkeit im Zuge der neuen Regionalpolitik. Das Gesetz soll auch interkantonale und grenzüberschreitende Regionen zulassen. Eintreten bleibt unbestritten. **Kommissionspräsident Jean-Marie Schmid** verspricht sich eine differenzierte, anreizorientierte Förderung der Potenziale der verschiedenen Regionen. **Staatsrat Jean-Michel Cina** wertet die breite Zustimmung im Rat als Frucht intensiver Arbeit. Dies gerade in der Region Oberwallis, die ab dem 1. Januar 2009 die Tätigkeit aufnehmen soll. Es geht um die Steigerung der Attraktivität und der Wettbewerbsfähigkeit der Regionen. Es gilt, die Regionalpolitik des Bundes umzusetzen, in grösstmöglicher Freiheit für eigene Entwürfe. Es geht um «lernende» Regionen, in denen Wissen und Wissenstransfer eine grosse Rolle spielen. Eintreten bleibt unbestritten. **Ith**

LES DÉPUTÉS ONT AUGMENTÉ LEURS INDEMNITÉS

Alors même que le Parlement demande à l'Etat de procéder à des économies, les députés poussent à la hausse leurs jetons de présence. **Est-ce normal** monsieur le président du Grand Conseil?

BUDGET 2009: ÉCONOMIES EXIGÉES

Le Grand Conseil a suivi la Commission des finances dans sa volonté d'économiser. **Les charges du personnel seront ainsi réduites de 1,5 million.** Par contre, le Parlement a nettement refusé d'aller aussi loin que le préconisait l'UDC.



Le conseiller d'Etat Jean-Michel Cina a été largement battu sur la question des économies à faire dans le domaine des mandats externes de l'Etat. MAMIN

Jean-Michel Cina devra faire des économies

BUDGET 2009 ► Le Grand Conseil a décidé hier de couper dans certains frais de l'Etat. Ce sera 1,5 million de moins pour les charges du personnel et 2 millions de moins pour les honoraires et prestations de services.

JEAN-YVES GABBUD

Les charges du personnel de l'Etat sont passées de 567,6 millions en 2008 à 602,5 millions en 2009. La Commission des finances (Cofi) n'a pas accepté de suivre aussi loin le Conseil d'Etat. Elle a demandé que le montant prévu pour 2009 soit réduit de 1,5 million de francs.

Le groupe UDC, par Jean-Luc Ador, souhaitait aller plus loin et réduire l'enveloppe de 6,1 millions. Un montant qui correspond aux charges liées aux augmentations de personnel. Le chef des agrariens s'explique: «Il nous paraît inconcevable que sur un budget de plus de 2,5 milliards, on n'arrive pas à compenser les hausses de charge dues aux nouveaux postes par des économies, surtout si l'on tient compte des tâches qui n'ont plus cours. Le montant à trouver n'est que de 0,2%.»

Au vote, seuls les élus démocrates du centre ont suivi l'argumentation de leur chef de groupe. L'économie proposée par la Commission des finances a par contre été adoptée par 96 voix contre 5.

Honoraires externes à réduire

Un scénario similaire s'est produit lorsqu'il s'est agi d'analyser la rubrique «honoraires et prestations de services». La Cofi demande une baisse de 2 millions, l'UDC une réduction de 7 millions et le Conseil d'Etat se raccroche à son budget initial.

Le conseiller d'Etat Jean-Michel Cina argumente: «Il y a des besoins qui ne peuvent être remplis par l'administration dans les délais prévus, d'où le besoin d'avoir recours à des mandats

extérieurs.» Pour lui, réduire l'enveloppe de 2 millions équivaut à priver l'économie de mandats et, en même temps, retarder certains projets étatiques.

Pour le président de la Cofi, Philippe de Preux, «ce n'est pas en réfrénant le nombre d'avis de droit que l'on va freiner l'économie». Il rappelle que les mandats donnés par l'Etat ont ten-



«L'Etat doit utiliser ses propres ressources au lieu de faire appel à des experts»

PHILIPPE DE PREUX

PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES



«La commission des finances est un peu trop timide dans sa volonté d'économie»

JEAN-LUC ADDOR

CHEF DU GROUPE UDC

dance à augmenter de manière importante. «En trois ans, cette rubrique a augmenté de 14,7%. L'écart avec l'augmentation du coût de la vie est abyssal. Le Conseil d'Etat doit utiliser ses propres ressources plutôt que de faire appel à des experts.» La Commission des finances a battu la volonté de

statu quo du Conseil d'Etat par 85 voix à 25. Alors que la solution préconisée par l'UDC a été rejetée.

Pas de compensation pour les paliers d'attente

Les socialistes du Haut ont demandé que l'Etat prévoie un montant d'un million pour rattraper les effets des anciens paliers d'attente qui

avaient été introduits en période de difficultés financières.

L'idée n'a pas plu à la majorité du Parlement. Elle a été rejetée par 67 voix contre 43 et 10 abstentions. Les oui proviennent des rangs de la gauche, des jaunes et d'une partie du PDC du Centre.

Les députés augmentent leurs indemnités

Le Bureau du Grand Conseil a proposé d'augmenter les indemnités annuelles des présidents de groupe qui passent ainsi de 500 à 3000 francs. «Cette proposition est réaliste, vu les frais engendrés par cette fonction», a estimé le rapporteur de la Commission des finances, Pascal Gaillard. Cette mesure, adoptée sans opposition, coûtera 20 000 francs par année à la caisse de l'Etat.

Le Bureau a également soumis au Parlement la proposition d'augmenter les indemnités des députés qui passent ainsi de 180 à 200 francs la demi-journée.

Actuellement, il existe également une indemnité pour une journée complète de session. Elle s'élève à 250 francs. L'an prochain, ce montant forfaitaire journalier va tomber. Pour le remplacer, une indemnité pour deux demi-journées sera octroyée. En d'autres termes, l'indemnité pour une journée complète passe de 250 à 400 francs.

La Cofi accepte ces augmentations, comme l'explique Pascal Gaillard: «Ces indemnités n'ont plus été adaptées depuis 2002. L'augmentation correspond au renchérissement.» La proposition n'a pas été combattue. Elle coûtera 205 000 francs à l'Etat.

On notera que les autres indemnités perçues par les députés n'ont pas été modifiées. JYG

1,2 milliard pour vous protéger

UNANIMITÉ ► Le Parlement a voté le crédit-cadre le plus important de son histoire. D'ici à 2020, le Valais va pouvoir dépenser 100 millions tous les ans pour se prémunir des dangers naturels.

PASCAL GUEX

Qu'importent les inconnues liées à la troisième correction du Rhône! Les 106 députés présents au moment du vote hier matin ont tous dit oui à l'octroi «d'un crédit-cadre pour la réalisation du programme des mesures prioritaires de protection contre les dangers naturels pour la période 2009-2020». Une sacrée enveloppe de... 1,212 milliard de francs que le can-

remment convaincu par les éclaircissements fournis par Jean-Jacques Rey-Bellet.

Ardent opposant à cette troisième correction du Rhône, Albert Pitteloud (UDC) est allé plus loin encore estimant que ces travaux pharaoniques seraient mal, voire non subventionnés. Ce qui bien sûr n'est pas du tout l'avis de Jean-Jacques Rey-Bellet. Dans le message adressé aux députés, le



«1,2 milliard de francs? C'est le plus important crédit-cadre jamais voté par le Parlement...»

JEAN-JACQUES REY-BELLET

CONSEILLER D'ÉTAT

ton du Valais va pouvoir dépenser lors des douze prochains exercices. «1,2 milliard, c'est le plus important crédit-cadre jamais voté par ce Parlement», s'est réjoui le conseiller d'État Jean-Jacques Rey-Bellet.

Agir sur les forêts et les cours d'eau.

Le chef du Département des transports, de l'équipement et de l'environnement (DTEE) a rappelé qu'avec ce crédit-cadre notre canton se donne les moyens de mener à bien un programme sur douze ans qui porte aussi bien sur les subventions aux projets forestiers et aux projets «cours d'eau communaux» que sur le financement des mesures prioritaires de la troisième correction du Rhône. Un volet qui fut bien le seul à susciter le débat. Claude-Alain Schmidhalter (PDC du Haut-Valais) a ainsi émis quelques réserves sur les options prônées par le DTEE tandis que Willy Giroud (GRL) a menacé de déposer un amendement sur cette part du crédit avant d'y renoncer, appa-

Conseil d'État estime en effet que sur ces investissements globaux de 1,212 milliard de francs, «le montant prévisible à charge du canton – communes comprises – est de 399 millions après la prise en compte des subventions fédérales s'élevant à 813 millions de francs, dans l'hypothèse d'une subvention fédérale majorée».

L'aval de la COFI. Que la participation du canton se monte à 399 millions pour le scénario le plus optimiste ou au pire à 558 millions, ce crédit-cadre a donc finalement été accepté à l'unanimité. Avec l'aval de la Commission des finances et de son président Philippe de Preux qui a tout de même insisté sur le fait que malgré ce signal très fort, le Parlement n'avait pas signé là un chèque en blanc. «Chaque investissement fera ainsi l'objet d'une décision séparée.» Jean-Jacques Rey-Bellet en a volontiers convenu, rappelant que ce montant de 100 millions par année correspondait aux dépenses d'un budget habituel.



C'est pour éviter de revoir de telles images – comme celle-ci prise en 2000 à Saint-Maurice – que le canton veut investir 1,2 milliard de francs durant ces douze prochaines années. LE NOUVELLISTE

LE CANTON VA POUVOIR PARTICIPER AU FINANCEMENT DU PARC NATUREL RÉGIONAL DU BINNTAL

Une fleur au développement durable

Les communes de Binn, Ernen et Grengiols peuvent rêver d'un bel avenir «durable». Enthousiaste, le Grand Conseil valaisan a en effet donné hier son feu vert à la création du parc régional naturel Binntal. Concrètement, le canton se propose de participer financièrement à la phase de création à hauteur de 40% des 1,2 million de francs prévus. A ces 480 000 francs valaisans va s'ajouter la part fédérale (249 000 francs) qui correspond aux 20% des coûts reconus.

D'ici à la fin 2009, ce montant de 1,2 million doit permettre de payer le management du parc et le secrétariat; des sentiers pédestres et historiques ou encore des offres innovantes, «à *mobilité douce*». Cet argent peut aussi servir à valoriser le paysage ou encore à soutenir l'agriculture de montagne.

Le Conseil d'Etat souhaite également voir le canton contribuer à financer la phase de gestion, selon une clé de répartition à régler dans le cadre d'une convention-programme entre Berne et Sion mais aussi par le biais d'un

contrat de prestations à passer entre le canton et les promoteurs du projet. Proposition sur laquelle le député Aldo Resentera a émis quelques réserves. L'élue radical-libéral a ainsi regretté l'absence de concept cantonal global, se posant des questions sur l'impact financier important du développement futur de ces parcs naturels.

Jean-Jacques Rey-Bellet a cependant tenu à calmer le jeu, rappelant que ces problèmes de frais de fonctionnement sont du ressort du gouvernement et qu'ils pourront donc être discutés ce jeudi lors du débat sur le budget 2009 de son département.

Ce projet de parc naturel verra donc de toute façon le jour après des années de gestation. La commune de Binn a fait en effet œuvre de pionnier en la matière en s'engageant dans la voie de la protection du paysage en 1964 déjà avec un contrat de protection d'une durée de cent ans.

En 1977 le Binntal avait été inscrit à l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments d'importance nationale. PG



Le Parlement valaisan s'est montré enthousiaste à l'idée d'aider financièrement le Binntal à devenir un parc naturel régional. GOMS TOURISMUS

Finanzierung Naturpark Binntal

*Betriebsbeitrag in der Kompetenz
der Walliser Regierung*

S i t t e n. – Der Walliser Grosse Rat hat gestern mit viel Lob einen Kantonsbeitrag für den Naturpark Binntal gesprochen. Es geht darum, dieser wertvollen regionalen Initiative eine gesicherte Zukunft zu geben. Fragen zum Umfang der Finanzierung sollen noch geklärt werden.

Hans-Ulrich Weger (CVP Oberwallis) unterstreicht die Bedeutung des Naturtourismus. Der Naturpark Binn fördert diese Form des Tourismus; es gibt eine Aufbruchstimmung in der Region. Die Bevölkerung steht dem Park positiv gegenüber. Innovative Projekte sind initiiert worden. Das Nebeneinander von Schutz- und Kulturlandschaft bei Entwicklungsmöglichkeiten für Gewerbe und Tourismus stellt eine echte Chance dar. Der Bund hat grünes Licht erteilt; es braucht einen kantonalen Beitrag und einen Beitrag der Gemeinden, um die Bundesmittel zu erhalten. Die **CVP Mittelwallis** hofft, dass dieses Projekt auch andere Regionen zur Nachahmung bringt. **Klaus Russi**

(CSP Oberwallis) singt das Loblied der landschaftlichen Schönheiten des Goms, des Aletschgebiets und des Binntals. Er lobt die Initiativen, die durch das Parkprojekt ausgelöst wurden. Das Gesuch entspricht den Anforderungen, die an regionale Naturpärke gestellt werden. Er bittet um die Unterstützung des Projektes.

Wie hoch sind die Verpflichtungen?

Die **Freisinnig-Liberalen** sind für eine Unterstützung durch den Kanton, verlangen aber Aufschluss über einige Aspekte im Zusammenhang mit den finanziellen Verpflichtungen beim Betrieb des Naturparks. Es gibt auch noch andere Projekte. Wie hoch liegen die Gesamtverpflichtungen für den Kanton? Muss nicht einen Maximalbetrag festgeschrieben werden? **Stefan Willa** (SVP Oberwallis) erblickt im Projekt eine Aufwertung für die Region. Der Kantonsbeitrag bedeutet eine Anerkennung der guten Arbeit durch die Initianten und Gemeinden. Die **CVP Un-**

terwallis beglückwünscht die Schaffung des Parks im Sinne des sanften Tourismus. Die Kosten sind vertretbar. **Doris Schmidhalter-Näfen** (SP Oberwallis) erinnert an frühe Bemühungen für die Schaffung eines Naturparks im Binntal. Die Binnerinnen und Binner sind Pioniere seit den frühen Sechzigerjahren im Bereich des Landschaftsschutzes. Das Projekt ist in der Bevölkerung stark und breit verankert. Die Kooperation mit den Pärken im benachbarten Italien ist realisiert. Die Erdverlegung der Hochspannungslleitung in dieser Region ist dringend nötig. Die **SP/Linksallianz** spricht sich für Eintreten aus und erinnert an die reichen Naturschönheiten und Naturschätze in diesem Bergtal.

In der Kompetenz des Staatsrates

Kommissionspräsidentin Volpi-Fournier und **Staatsrat Jean-Jacques Rey-Bellet** sind erfreut über die breite Zustimmung. Eintreten bleibt unbestritten; einzelne Fragen für die Detailberatung zur Finanzierung sollen noch beigebracht werden. Die Kompetenzen für einen Betriebsbeitrag an die Naturpärke liegen beim Staatsrat. Dies im Rahmen des ordentlichen Budgets. Eintreten bleibt unbestritten. Die Detailberatung findet heute Donnerstag statt. **Ith**

SUBVENTION ET COURS D'EAU**Financement en hausse**

Unanimes, les députés valaisans ont accepté hier de revoir à la hausse la participation cantonale à six projets de correction de cours d'eau. Tous les groupes ont souligné que ce n'était pas aux communes de payer le prix de la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. A la demande du gouvernement, le législatif a donc accepté de corriger les taux de subvention et de consentir un effort supplémentaire de 16 millions de francs pour des mesures de protection contre les crues à réaliser sur le torrent du Kelchbach à Naters (crédit total de 25,2 millions); sur la Vispa à Viège (14,8 millions); sur le Jolibach à Niedergesteln (2,12 millions); sur le Milibach à Albinen (2,65 millions); sur la Lonza à Gampel et à Steg (2,64 millions) ainsi que sur les torrents de Croix et de Vella à Saxon (3,78 millions).

COMMUNE DE NATERS**Moins de bruit...**

112 voix pour; aucune opposition ni abstention: c'est donc à l'unanimité que le Grand Conseil a accepté hier un projet d'assainissement de l'avenue de la Gare de Naters ainsi que de tronçons des routes de Belalp et de Blatten. Concrètement, le canton va pouvoir investir plus de 1,8 million de francs dans divers travaux visant à réduire la charge de bruit, à améliorer la sécurité pour les usagers et à augmenter l'attractivité du centre de Naters. Le solde de la facture (soit 1,57 million de francs) sera pris en charge par la commune de Naters – principale bénéficiaire de cette opération de réhabilitation – et dans une moindre mesure par ses voisines de Birgisch et de Mund pour qui cet axe secondaire RC1 représente la seule liaison routière vers la vallée.

LIAISON BRIGUE - FURKAPASS**7,1 millions pour améliorer la sécurité**

Toujours aussi unanimes, les députés valaisans ont également dit oui à une autre opération «*d'assainissement du bruit et d'amélioration de la sécurité routière*», à mener sur la route principale H19 Brigue-Furkapass, plus précisément sur le tronçon compris entre le Massa Brücke et la Fromagerie Walker, sur le territoire de la commune de Bitsch. Une liaison routière vers la Suisse centrale et vers le Sud qualifiée «*d'artère vitale pour toute la région*» par le Conseil d'Etat. Réalisation d'un giratoire; rétrécissement de la chaussée; aménagement de passages pour piétons avec bande médiane; réaménagement de la place du village avec notamment la pose d'un revêtement phono-absorbant constituent les principales étapes d'une opération devisée à 7,1 millions de francs. La clé de répartition des frais de réalisation a été arrêtée comme suit: 5,32 millions de contributions fédérales; 1,33 million à charge de l'Etat du Valais et 443 000 francs à payer par les communes concernées.

ÉLECTION AU CONSEIL FÉDÉRAL**Le Parlement hilare...**

Actualité fédérale oblige, le président du Grand Conseil Paul-André Roux a interrompu à trois reprises les débats du Grand Conseil hier pour communiquer les résultats des différents tours de l'élection du successeur de Samuel Schmid. Si elle n'a été accueillie par aucun applaudissement, la victoire d'Ueli Maurer a par contre déclenché un éclat de rire quasi général. Seul le député Albert Pitteloud a trahi une quelconque émotion en effectuant une intervention remarquée sur le mauvais point de l'ordre du jour. PG

«Paul-André Roux, le Grand Conseil exige des économies et en même temps les députés s'octroient une hausse de leurs indemnités. Est-ce bien raisonnable?»



LA QUESTION VACHE À...



PAUL-ANDRÉ ROUX

PRÉSIDENT DU GRAND CONSEIL

«Il est de plus en plus difficile de trouver des candidats qui acceptent de se mettre à disposition des partis. La fonction de député représente un engagement en temps énorme. Dans une grande partie des situations, l'indemnité obtenue jusqu'ici ne permettait pas de couvrir le revenu journalier.

Il faut aussi se rendre compte que la fonction de député ne consiste pas seulement à siéger au Parlement. L'élu est, par exemple, appelé à faire de la représentation pour son district, une tâche pour laquelle il ne touche pas un franc.

Finalement, je suis assez fier d'être le président qui augmente les indemnités des parlementaires et qui n'en profitera pas, parce que je ne serai plus député la législature prochaine.» JYG

Verschiedene Sachgeschäfte

Der Schutz vor Naturgefahren und Hochwasser und Lärmschutzprojekte in Bitsch und Naters im Grossen Rat

Aus dem Walliser Grossen Rat

S i t t e n. – Der Walliser Grosse Rat hat sich gestern Lärmschutzprojekten in Bitsch und Naters, mit den Subventionsansätzen für sechs Wasserbauprojekte und mit dem Kostenvoranschlag zur Staatsrechnung 2009 beschäftigt. Diese Sachgeschäfte blieben weitgehend unbestritten, auch wenn Einzelheiten noch zu klären sind.

Zwei Lärmsanierungsprojekte

Der Grosse Rat beschäftigt sich mit zwei Lärmsanierungsprojekten in Bitsch und Naters: Es geht gleichzeitig um eine Verbesserung der Verkehrssicherheit und um bauliche Massnahmen zur Verringerung des Lärms. Die Kosten für Naters belaufen sich auf rund 3 Mio. Franken, für Bitsch auf 7,1 Mio. Franken. Wenn man die Lärmproblemstrecken im Kanton insgesamt sanieren wollte, dann müssten 100 Mio. Franken aufgewendet werden. Es sind insgesamt Strecken in der Länge von 50 Kilometer von zu hohen Lärmbelastigungen betroffen. Es geht darum, die Lebensqualität der Anwohner spürbar zu verbessern.

Grenzwerte häufig überschritten

In beiden Ortschaften übersteigt der Lärm des regen Verkehrs die Grenzwerte der Lärmschutzverordnung oder erreicht sogar Alarmwerte. Lärm-mindernde Beläge, verkehrsberuhigende und bauliche Massnahmen sollen eine Verbesserung der Situation herbeiführen. Darunter fallen auch Geschwindigkeitsbegrenzungen und der Einbau von Schwellen innerorts. Von radikaler Seite werden Bedenken laut: Verkehrsberuhigende Massnahmen führen dazu, dass



Bei Wasserbauprojekten soll es zu keiner Mehrbelastung von Gemeinden kommen. Der Kanton springt für verringerte Subventionsansätze des Bundes in die Lücke.

Foto wb

die Fahrzeugführer abbremsen und wieder beschleunigen. Das macht mehr Lärm als eine ungehinderte Durchfahrt. Die SP weist darauf hin, dass an einigen Stellen sogar die Alarmwerte überschritten werden. Geschwindigkeitsbegrenzungen, bauliche Massnahmen und Bepflanzungen sollen die Werte in Naters um 30 Prozent heruntersetzen. In Bitsch wird die erlaubte Geschwindigkeit bei 50 Stundenkilometer belassen, hier sollen bauliche Massnahmen für eine Verbesserung sorgen. Die SVP trägt das Projekt mit. Dies ist nötig, denn die Situation für die Bevölkerung ist untragbar. **Staatsrat Jean-Jacques Rey-Bellet** geht auf die aufgeworfenen Fragen ein. Er unterstreicht die Bedeutung der

beiden Projekte. Die Aufgabe ist enorm, es müssen klare Prioritäten gelten. Eintreten bleibt unbestritten.

Subventionen Wasserbauprojekte

Der Subventionsansatz für sechs Wasserbauprojekte muss geändert werden, weil die Rahmenbedingungen vom Bund her im Zuge des Neuen Finanzausgleichs und der entsprechenden Aufgabenteilung ändern. Der Kanton ersetzt die ausfallenden Bundesmittel durch einen höheren Ansatz, damit die Gemeinden nicht zusätzlich belastet werden. Der Beschlussentwurf trägt den Wünschen der Gemeinden Rechnung. Es ist noch nicht bekannt, wie hoch die zusätzlichen Kosten für den Kan-

ton ausfallen. **Staatsrat Rey-Bellet** bezeichnet die Wasserbauprojekte als von «vitaler Bedeutung». Eintreten bleibt unbestritten.

Schutz gegen Naturgefahren unbestritten

Ein Rahmenkredit für prioritäre Massnahmen zum Schutz vor Naturgefahren für die Zeit von 2009 bis 2020 beläuft sich auf insgesamt 1,2 Milliarden Franken. Erinnert wird an den Murgang von Münster und den Steinschlag von Zen Hohen Flühen, aber auch an Unwetterkatastrophen der jüngeren Vergangenheit. Kritik wird wieder einmal an der 3. Rhonekorrektur laut: Sie braucht nach Meinung vieler Abgeordneter zu viel

Bau- und Kulturland. Die Rhonekorrektur soll durch ein einfacheres Projekt ersetzt werden, das sich rascher verwirklichen lässt. Gleichwohl bleibt Eintreten unbestritten, denn es gilt, die Bundessubventionen in optimalem Umfang zu sichern. Durch langfristige Planung und Festlegung von Prioritäten können 139 Mio. zusätzliche Bundesmittel abgeholt werden. **Staatsrat Rey-Bellet** erinnert daran, dass auch bei der Rhonekorrektur schon konkrete Massnahmen eingeleitet worden sind. Auch hier sind mit Visp und Siders die Prioritäten klar. Eintreten bleibt unbestritten; der Rat stimmt dem Rahmenkredit mit 106 Ja ohne Gegenstimmen zu.

Beginn der Budgetberatung

Der Rat beginnt die Budgetberatung zur Staatsrechnung 2009 im Bereich der Legislative, der Exekutive und der Präsidentschaft. **Jean-Luc Addor** (SVP) begründet einen Antrag, die Personalausgaben um 6,1 Mio. zu kürzen. Es geht nicht an, dass noch mehr Personal angestellt wird. Der Kürzungsantrag geht weiter als einer der Finanzkommission, der in derselben Ausgabenrubrik 1,5 Mio. Franken einsparen will. Der Rat spricht sich für die Lösung der Finanzkommission aus, und zwar mit 96 zu 5 Stimmen. In der Rubrik Güter, Dienstleistungen und Waren will die SVP 7 Mio. Franken einsparen, die Finanzkommission 2 Mio. Der Rat folgt auch hier mehrheitlich der Finanzkommission; die Regierung lehnt dies ab. Bei den 2 Mio. handelt es sich laut Staatsratspräsident Cina um Mittel, die ausschliesslich in die Privatwirtschaft fliessen. Der Rat unterstützt die Finanzkommission mit ihrem Sparantrag über 2 Mio. Franken mit 85 zu 25 Stimmen (5 Enthaltungen). Die Aufstockung der Mittel im Personalbereich um 1 Mio. Franken (durch **Doris Schmidhalter-Näfen**, SP Oberwallis) für die Aufhebung der Anlaufstufen für Lehrkräfte wird unter Namensaufruf mit 63 zu 43 Stimmen (10 Enthaltungen) abgelehnt. Eine zweite Abstimmung (aus technischen Gründen) ergibt 67 Ja für die Finanzkommission, 43 Ja für den Antrag der SP bei 10 Enthaltungen. Der Rat stimmt einer Erhöhung der Jahresentschädigung für die Fraktionspräsidenten des Grossen Rates von 500 auf 3000 Franken zu. Ebenfalls zugestimmt wird einer Erhöhung der Entschädigung für die Abgeordneten pro Halbtage von 180 auf 200 Franken. Der Antrag für eine Budgeterhöhung von 500000 Franken die Anstellung von fünf Übersetzern in der Kantonsverwaltung (durch die **SP Oberwallis**) wird mit 75 zu 35 Stimmen (3 Enthaltungen) abgelehnt. **Ith**

Parlaments-Splitter

Schnee hat in der Kantonshauptstadt zwar nicht gerade Seltenheitswert, aber häufig ist er nicht. Gestern Morgen erschien die Kapitale ungewöhnlich winterlich, vorweihnachtlich und irgendwie in Feststimmung. Das liegt wohl auch daran, dass in den Auslagen der Geschäfte längst schon Weihnachtsdekorationen prangen.

*

Der Ratspräsident verliert zu Beginn der Sitzung und zwischendurch jeweils Briefe von Berufsschülerinnen und Berufsschülern. Wie meist in diesen Schreiben sind es vor allem materielle Sorgen, welche die jungen Menschen von heute beschäftigen. Die Perspektiven für die Jugend sind endgültig nicht mehr rosig. Vor allem die tiefen Löhne in handwerklichen Berufen beschäftigen die in Ausbildung stehenden Jugendlichen. Auch genügen die Lehrlingslöhne nicht mehr, um die minimalsten Ansprüche zu erfüllen.

*

In einigen Briefen wird auch die Sorge ob der Jugendgewalt geäußert. Es

gibt junge Menschen, die Angst haben – Angst vor rassistischen, extremistischen Tendenzen. Die politischen Parteien würden die Jugend weitgehend ignorieren, beklagen sich die Lehrlinge und Lehtöchter.

*

Im Zeitalter der elektronischen Kommunikation bekommt der Grosse Rat jeweils durch Mitteilung des Präsidenten oder auf anderen Wegen mit, was in Bundesbern geschieht. Der gestrige Wahlkrimi war schon spannender als die Dekrete zur Lärmsanierung in Bitsch und in Naters. Aber für die Anwohner und die beiden Gemeinden sind diese Projekte zweifelsohne sehr wichtig, weil sie sehr direkt ihre Lebensqualität angehen.

*

Die Wahl von Bundesrat Ueli Maurer (oder muss man ihn jetzt Ulrich nennen?) ist im Parlament seltsam emotionslos zur Kenntnis genommen worden. Auch in den Reihen der SVP waren kaum Freudenkundgebungen auszumachen. In einigen Reihen des Walliser Kan-

tonsparlamentes störte man sich offenbar am neuen Regierungsmitglied, bei der SVP wohl am arschknappen Wahlergebnis. Ueli Maurer ist damit sozusagen ein Bundesrat auf Bewährung. Oder dann ein halber Bundesrat...

*

Abgelehnt hat der Rat einmal mehr die Abschaffung der Anlaufstufen für Lehrpersonen, die sich in tieferen Anfangslöhnen niederschlagen. Angenommen hat er hingegen Erhöhungen der Entschädigungen für die Fraktionspräsidenten und die Abgeordneten. Merke: Nehmen ist seliger denn Geben, auch und gerade in einer Budgetdebatte.

*

Allerdings sind die Entschädigungen lange nicht mehr angepasst worden und die Erhöhungen entsprechen mehr oder minder einem Teuerungsausgleich. Und eine Jahresentschädigung von 3000 Franken für einen Fraktionschef und von 200 Franken für einen Halbtage im Parlament sind ja nicht gerade unanständig üppig.

lth

L'électricité continue de diviser les députés

TENSION ► Accepté en première lecture par une majorité du Grand Conseil, le décret sur l'approvisionnement en électricité a été boudé par de nombreux députés haut-valaisans.

PASCAL GUEX

«Je suis déçu de constater qu'une partie du Parlement peine à vouloir passer à des structures plus efficaces». Thomas Burgener a eu du mal à cacher son agacement hier. La faute à une certaine frange de la députation haut-valaisanne qui a profité du débat de première lecture concernant le décret sur l'approvisionnement en électricité pour afficher son attachement à l'autonomie communale. «L'organisation actuelle n'est pourtant pas bonne et coûte cher», a martelé le chef du Département de l'énergie qui souhaite voir notre canton ne compter plus que trois sociétés de distribution contre... 66 aujourd'hui.

Le hic, c'est que la grande majorité de ces microsociétés sont actives outre-Raspille. Avec la nouvelle organisation prônée par le Conseil d'Etat et la commission de l'économie et de l'énergie, ces 44 sociétés et leurs conseils d'administration devraient donc s'effacer devant une seule entité haut-valaisanne...

Blancs de contestation

Une perspective qui semble faire peur à certains élus. Erno Grand (PDC du Haut) et Christoph Michlig (jaune du Haut) ont ainsi tenté de faire barrage à l'article 10 bis du décret. Celui qui doit donner la possibilité au Conseil d'Etat

«de prendre toute mesure propre à réduire le nombre de gestionnaires de réseaux de distribution régionale ou locale». En vain, puisqu'au vote final, ce décret a été accepté en première lecture par 87 oui contre 0 non et 23... blancs!

Mais le débat est loin d'être clos, le bureau ayant involontairement compliqué la donne en ne retranscrivant pas correctement un amendement de Jacques Melly (PDC du centre) sur le même article 10 bis. Avec le soutien du PDC du Bas-Valais, le député sierrois propose que le Conseil d'Etat prenne toute mesure «incitative» visant à réduire le nombre de ces sociétés. Cette variante sera donc opposée ce jour à celle adoptée hier par une majorité du Parlement. Affaire à suivre donc pour un décret qui doit permettre l'application de la loi fédérale sur l'approvisionnement en électricité, ce qui réduit forcément la marge de manœuvre de notre canton. Thomas Burgener l'a d'ailleurs encore répété hier: «Malgré ce décret, notre influence sur la hausse du prix du kW restera limitée».

Pas de rallonge

Ce débat sur l'électricité a forcément relégué au second plan la discussion sur le projet de budget 2009 du Département de la santé, des affaires sociales et de l'énergie. Qui se résumait il est vrai à 13



Thomas Burgener se dit déçu par l'attitude réfractaire de la députation haut-valaisanne. MAMIN

amendements acceptés tacitement puisque n'ayant pas d'incidence financière notable et à une proposition qui devait être soumise au vote avant d'être carrément... retirée. Graziella Walker Salzman (CSPO) souhaitait voir le budget 2009 du DSSE bénéficier d'une rallonge de 500 000 francs destinée à promouvoir les énergies renouvelables pour privés. Une proposition combattue par la Commission des finances, son président Philippe de Preux ayant fait remarquer que les montants

affectés à cette bonne cause avaient déjà passé de 1 million au budget 2008 à 1,8 million au budget 2009.

Thomas Burgener a abondé dans ce sens en rappelant aussi qu'un programme de stabilisation était en voie d'élaboration et qu'une «part considérable du gâteau pourra justement être consacrée à l'assainissement des bâtiments.» Un message rassurant reçu cinq sur cinq par l'intervenant qui a donc choisi de retirer sa proposition.

Le feu à nouveau vert en 2009?

MOTOCROSS ► La piste du Verney, à Martigny, n'est peut-être pas définitivement enterrée. De nouveaux contacts auront lieu au début de l'année prochaine entre la commune et le canton.

CHARLES MÉROZ

La perspective de s'adonner au motocross au coude du Rhône est à nouveau d'actualité. Un postulat des députés Alexandre Caillet (UDC), Aldo Resentera (GRL) et Pierre Gualino (PDCB) allant dans le sens d'une réactivation de la pratique des sports motorisés sur la piste du Verney, à Martigny, a en effet été accepté par le Conseil d'Etat.

Dans sa réponse, le gouvernement rappelle qu'il «avait essayé à l'époque, en collaboration avec les autorités communales, de trouver des solutions du point de vue de l'aménagement du territoire pour mettre sur pied une piste de motocross qui satisferait à la fois la protection de la nature et de l'environnement, ainsi que les règles de sécurité».

But avoué de la démarche: l'homologation d'un tracé conforme à la loi en matière de bruit et la mise à disposition d'un lieu adéquat, de manière à éviter la pratique sauvage de la moto n'importe où sur le territoire cantonal. Le Conseil d'Etat réaffirme sa volonté de vouloir aller de l'avant «dans l'intérêt

de la jeunesse et de la sécurité publique en général». Un contact sera établi au début 2009 avec la Municipalité de Martigny pour «tenter de trouver une solution dans ce dossier difficile».

Reconnue sur le plan national. Le député-suppléant Pierre Gualino était naturellement satisfait de la tournure des événements. Sa réaction, recueillie hier: «C'est une très bonne chose. J'espère qu'on va enfin pouvoir s'occuper d'un sport pratiqué par toute une jeunesse». Selon l'élue du PDCB, «la piste du Verney est reconnue au niveau national. La balle est à nouveau dans le camp de la commune de Martigny qui doit faire en sorte de régler un dossier vieux d'une vingtaine d'années. Ce lieu est idéal pour la pratique du motocross. Au niveau de la sécurité, il présente les garanties requises».

Sacré casse-tête! Le dossier de la piste du Verney est un sacré casse-tête. Ces dernières années, les procédures se sont multipliées, impliquant différents acteurs, comme la commune de Martigny bien sûr, l'Etat du Valais, le WWF, Pro Natura



Les motos tourneront-elles à nouveau en 2009 au Verney? LE NOUVELLISTE/A

et des personnes agissant à titre privé. Le dossier a passé d'une instance à l'autre, du Conseil d'Etat au Tribunal administratif cantonal et vice-versa en fonction de l'évolution des événements. Dans ce dossier, la vision des milieux de protection de la nature a toujours

été claire. «La pratique des sports motorisés est incompatible avec le statut de cette zone classée en zone nature», déclarait à l'époque dans ces mêmes colonnes la secrétaire du WWF Marie-Thésèse Sangra.

On n'a pas fini de parler du Verney!

PARC NATUREL BINNTAL Plan financier approuvé

Le Valais peut fêter la naissance de son premier parc régional naturel! Hier, le Parlement a en effet officiellement porté sur les fonts baptismaux le parc naturel Binntal, en arrêtant la participation financière du canton. Après avoir entendu les réserves émises mercredi par le député Aldo Resentera (GRL), la commission de l'agriculture, du tourisme et de l'environnement a réussi à faire adopter à l'unanimité le plan financier suivant:

► les coûts inhérents à la phase de création du parc pour les années 2008 et 2009 devisés à 1,2 million de francs sont subventionnés à raison de 60% des frais reconnus – part fédérale de 249 000 francs comprise – mais au maximum à hauteur de 720 000 francs.

► les coûts de gestion du parc – devisés à 3,68 millions pour la première phase de 2010 à 2013 – sont mis au bénéfice d'une subvention de 60% des frais reconnus – part fédérale de 736 000 francs comprise – mais au maximum à hauteur de 2,208 millions de francs. Montants à verser selon l'avancement des travaux. PG

RENTES POUR APPRENTIS Une résolution pour faire bouger les choses

Le Parlement valaisan a accepté hier de prêter main-forte aux apprentis victimes de graves problèmes de santé. Il faut savoir en effet qu'actuellement un jeune de moins de 18 ans ne peut pas obtenir de rente de l'assurance invalidité, quelle que soit sa maladie. La faute «à un dysfonctionnement de l'AI qui est prête à payer plusieurs centaines de francs par jour pour placer ce même jeune à l'Oriph (Organisation romande pour l'intégration professionnelle des personnes handicapées), mais refusera de prendre en charge quelques centaines de francs par mois en rente partielle». Gaël Bourgeois (PS/AdG) s'est donc ému de la situation de ces apprenants atteints d'une maladie grave ne pouvant suivre un apprentissage à plein temps et a déposé une résolution. Nullement combattu, ce texte sera finalement adressé à l'Office fédéral des assurances sociales pour traitement, comme l'a suggéré Thomas Burgener. PG

MALADIE D'ALZHEIMER Pour une meilleure «prise en soin»

Le Parlement a accepté hier un postulat des députés Jérôme Buttet (PDCB), Grégoire Raboud et Sonia Z'graggen (tous deux PS/AdG) invitant le gouvernement à améliorer le quotidien des personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer. Si les postulants ont salué de belles avancées dans notre canton – «bien des EMS ont des possibilités de recevoir les malades d'Alzheimer et autres démences qui ne vivent plus en hôpital – ils estiment que le Valais peut et doit faire mieux. Avec l'appui de leurs collègues députés, ils conviennent ainsi le gouvernement à définir des actions prioritaires et concrètes, notamment «en passant d'une philosophie de prise en charge à une philosophie de prendre-soin à tous les niveaux (CMS, hôpitaux, EMS, etc.)» Le but étant que les patients disposent de plus de droits et les soignants de plus de devoirs.

Selon les dernières statistiques et estimations connues de l'Association Alzheimer Suisse et les extrapolations pour le Valais, 3560 personnes souffriraient de cette maladie ou d'autres démences dans notre canton. 1420 se trouveraient en institutions alors que 2140 vivent encore chez elles. Autre chiffre éloquent: notre canton recenserait 860 nouveaux cas chaque année! PG

FRAIS DE TRANSPORTS SCOLAIRES REMBOURSÉS

Une motion demandant de faire prendre en charge par les communes de domicile les frais de transports des étudiants qui effectuent leur 9^e année scolaire au collège a été acceptée par le Conseil d'Etat.

PAS DE RALLONGE DANS LES FOUILLES

Par souci de collégialité, Jean-Jacques Rey-Bellet a dû combattre plusieurs députés qui souhaitaient pouvoir gonfler le budget de son département. Et dire notamment non à une rallonge de 600 000 francs destinée à mieux mettre en valeur l'archéologie...

PALLADIUM



A Champéry. LE NOUVELLISTE

Le Palladium va perdurer...

Le Conseil d'Etat valaisan n'entend pas lâcher le Centre national suisse de sports de glace de Champéry. Claude Roch s'est présenté hier après-midi devant le Parlement pour affirmer que le Palladium doit perdurer, notamment grâce à un soutien étatique à prélever dans les budgets ordinaires. Le chef du Département de l'éducation, de la culture et du sport a adopté le profil bas au moment de plaider la cause d'un palais des sports dont le déficit d'exploitation avoisine les 800 000 francs tous les ans. Il est vrai que tous les groupes ont emboîté le pas de la Commission de gestion (COGEST) pour dénoncer les glissades répétées qui ont entraîné le Palladium au bord du gouffre, trois ans à peine après son inauguration!

POLITIQUE DES PETITS COPAINS? Michel Rothen (PDC du centre), le premier, n'a pas manqué de souligner que sans les efforts répétés du canton, la faillite serait inévitable. Même constat dans les rangs libéraux-radicaux où Christophe Perruchoud a parlé «de situation précaire, pour ne pas dire désespérée». Pour Daniel Emonet aussi (PDC du Bas-Valais), la viabilité même du Palladium ne tient plus aujourd'hui qu'à un fil, à savoir celui de la bourse du canton. Et ce ne sont pas les difficultés de trésorerie des Maisons de Biarritz – dernier repereur potentiel en date – qui ont pu faire enfin souffler un vent d'optimisme du côté de Champéry. Au nom du groupe socialiste - Alliance de gauche, Jean-Henri Dumont s'est demandé comment on avait pu arriver à une situation aussi catastrophique, évoquant «un soupçon de politique des petits copains.» Allusion à peine voilée à la double casquette de Georges Mariétan, d'un côté ancien président de la commune de Champéry et de l'autre ancien grand baillif et député du PDC du Bas-Valais.

Pour André Quinodoz, le président de la Commission de gestion, il est clair que la peur de perdre les subventions promises par Berne et la précipitation ont été bien mauvaises conseillères. Mais c'est l'avenir qui compte et la COGEST a fourni quelques pistes pour offrir au Palladium des lendemains à peu près viables, faute d'être bénéficiaires. Le Conseil d'Etat est ainsi invité à exiger la mise en place d'une convention réglant la participation de la commune de Champéry. La COGEST demande aussi à ce que l'inspection cantonale des finances mette son nez dans les comptes de la... Sportarena de Loèche-les-Bains afin que cet autre centre national de glace né de la désillusion de Sion 2006 ne glisse pas vers les mêmes tourments... PG

L'archéologie ne perd... rien à attendre un peu

PROMESSES ► Jean-Jacques Rey-Bellet a refusé de gonfler le budget de son département pour financer fouilles et sentiers pédestres. Des postes qui devraient tout de même bénéficier de moyens supplémentaires dans un proche avenir...

PASCAL GUÉX

Jean-Jacques Rey-Bellet a dit non au nom de la collégialité! Hier, le conseiller d'Etat aigaunois a expliqué qu'il ne pouvait réitérer son soutien à l'archéologie parce qu'il est tenu à défendre la gestion financière de tout un gouvernement.

Il s'est ainsi joint à la Commission des finances pour inviter le Parlement à ne pas gonfler le budget 2009 de son cher Département des transports, de l'équipement et de l'environnement. Et à refuser ainsi une rallonge de 600 000 francs destinée à l'archéologie et réclamée à cor et à cri tant par le groupe socialiste-Alliance de gauche que par les chrétiens-sociaux du Haut.



«Je promets des lendemains meilleurs à l'archéologie»

JEAN-JACQUES REY-BELLET
CONSEILLER D'ÉTAT

Or, douze mois plus tard, les besoins dans le domaine de la gestion du patrimoine n'ont pas fondu, bien au contraire. Virginie Crettenand a ainsi regretté de voir le Valais ne pas mettre en valeur de véritables trésors

qui crouissent au fond des tiroirs. «Notre canton a investi des centaines de milliers de francs pour mener à bien des fouilles sans aucun retour sur investissements!» L'intervenante regrette ainsi que le Valais ne se donne pas les moyens nécessaires à la rédaction et à la diffusion de publications d'envergure.

Pas de retour sur investissement?

Un avis en grande partie partagé par... Jean-Jacques Rey-Bellet. «Je redis mon attachement à ces témoins du passé et promets des lendemains meilleurs à l'archéologie. Grâce notamment à un programme de stabilisation appelé à définir des priorités et à fournir plus de moyens financiers.» Un argumentaire qui a eu l'heur de rassurer les défenseurs de l'archéologie puisque tant Virginie Crettenand que Graziella Walker Salzmann ont choisi de retirer leur proposition d'amendement.



L'archéologie restera en 2009 un parent pauvre, au grand dam de la gauche. LE NOUVELLISTE

Sentiers pédestres à la traîne

Dans la foulée, Graziella Walker Salzmann a également décidé de ne pas soumettre au vote une autre de ses propositions visant à gonfler le budget 2009 du DTEE. L'élue chrétienne-sociale du Haut avait réclamé une rallonge de 150 000 francs destinée à apporter un soutien plus important pour la construction et l'entretien des chemins pédestres. Histoire de soulager quelque peu les communes qui ont appris avec effarement que le budget affecté à ce poste était déjà épuisé pour les trois prochains exercices.

La proposition des jaunes a cependant été combattue par la Commission des finances dont le président Philippe de Preux n'a pas manqué de faire remarquer que les mon-

tants consacrés à cet objet avaient déjà pris l'ascenseur.

Au final, Graziella Walker Salzmann a donc décidé de retirer sa demande, rassurée qu'elle a été par la déclaration d'intention de Jean-Jacques Rey-Bellet. «Les besoins dans ce domaine ont si fortement augmenté ces dernières années que les moyens à disposition sont clairement insuffisants.»

Le chef du DTEE a ainsi révélé que le canton avait refusé en 2008 plus de 8 millions de francs de projets déposés par les communes. «Nous devons gérer toutes les propositions.»

Du coup, les communes ont de plus en plus tendance à solliciter l'aide de Valrando. «La contribution accordée à Valrando par le canton a certes passé de 150 000 à 190 000 francs. Mais là aussi, l'augmentation est insuffisante.»

Les familles sur un pied d'égalité

TRANSPORTS SCOLAIRES ► Les jeunes qui effectuent leur 9^e année d'école obligatoire au collège auront leurs frais payés par leur commune de domicile. Une motion dans ce sens a été acceptée hier.

CHARLES MÉROZ

«Toutes les familles sont maintenant sur un pied d'égalité, ceci quel que soit le cursus scolaire que suivent leurs enfants. Dorénavant, nous pouvons vraiment dire que l'école obligatoire est gratuite pour tous les enfants de notre canton. Il était temps!» La députée Marie-Madeleine Bonvin était aux anges hier. L'élue PS/ADG intervenait au nom de sa collègue de parti Sandrine Desponds, dont la motion intitulée «Pour une prise en charge équitable des frais de transports des jeunes qui terminent leur scolarité obligatoire par une première année de collège» a été acceptée par le Conseil d'Etat. Selon la parlementaire, «nous avons franchi une étape aujourd'hui. Il sera désormais inscrit

dans la loi que les jeunes qui font leur 9^e année d'école obligatoire au collège et qui ont plus d'une demi-heure de trajet à pied auront leurs frais de transport payés par leur commune de domicile». Et de lancer dans la foulée: «La rentrée, c'est dans huit mois! Nous invitons donc le Conseil d'Etat à soumettre rapidement le projet de modification de la loi sur l'instruction publique et du règlement concernant l'octroi de subventions diverses en vertu de cette loi».

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat indique que «les étudiants fréquentant le collège ne bénéficient pas pour l'instant de la gratuité des transports, même s'ils effectuent leur 9^e année de scolarité, car le collège n'est pas considéré comme un établissement de la

scolarité obligatoire». Et de souligner que «par le biais d'une motion, le Grand Conseil a demandé au Conseil d'Etat de modifier le cadre légal de façon à ce que les frais de déplacements du Secondaire du 2^e degré non professionnel soient pris en charge». Le Conseil d'Etat conclut en précisant que «cette problématique est à l'étude actuellement. Une proposition sera soumise au Parlement dans les délais impartis».

Formation d'ingénieurs. Hier, les parlementaires ont par ailleurs pris connaissance de la décision du Conseil d'Etat de donner une suite favorable à un postulat des députés Grégoire Raboud, Marylène Volpi Fournier et Evelyne Bezat s'agissant

de la formation d'ingénieurs I et II. Ces postulats demandant au gouvernement de «prendre toutes les mesures pour promouvoir, encourager et soutenir la formation d'ingénieurs, notamment à la HES-SO Valais, en collaboration avec la Société des ingénieurs et architectes, dans la perspective de la mise en œuvre de mesures d'économies d'énergie». Une piste explorée consiste à réorienter par une formation continue des techniciens et ingénieurs déjà sur le marché, comme l'a expliqué le conseiller d'Etat Claude Roch, chef du Département de l'éducation, de la culture et du sport (DECS). Une offre de cours de formation est d'ailleurs disponible à la HES-SO ou auprès du Service cantonal de l'énergie.

Parlaments-Splitter

Winter bis ins Tal hinab. Erstaunlich: Auf der Autobahn fahren ganz mutige Benzinkutscher trotz Winterwetter satte 140 Stundenkilometer. Freilich ist die Schnellstrasse schwarz geräumt und gesalzen. Aber nicht auszu-denken, was geschähe, wenn auch nur auf einem kurzen Abschnitt Glatteis die Fahrbahn bedecken würde. Merke: Der automobile Mensch wiegt sich in seiner geheizten, heißen kleinen Welt in Sicherheit, manchmal in einer falschen, wie die Unfallstatistik zeigt.

Im Schneeregen wirken Schloss Valeria und die Burgruine auf dem Nebenhügel von Tourbillon mit ihren Türmen und Wehranlagen am Eingang zu Sitten fast ein wenig wie verwunschene, verfallene Schlösser in schottischen Hochmooren.

Nicht nur grosse Tiere wie der Luchs und der Wolf beschäftigen gelegentlich den Grossen Rat, sondern auch kleinere Aufgaben der Fauna – so gestern die Läuse. «Die Läuse sind unter uns», rief Jean-Pierre Rouvinez

von der CVP Mittelwallis in den Saal.

Welch ein mutiger Aufschrei, wie ihn die Gründerväter der modernen Demokratie gewiss vor dem geistigen Auge hatten, als sie das Modell der parlamentarischen Demokratie schufen. Eine Frage am Rande nur: Geht es nur um Läuse? Oder gibt es da nicht vielleicht auch ein Problem mit Flöhen?

Der Rat hat mit der Budgetberatung zügig vorwärtsgemacht. Bei der Halbzeit um die Mittagsstunde stand fest: Bewegt hatte sich in zwei Departementen trotz verschiedener Abänderungsvorschläge nicht ein einziger Franken.

Die meisten Jugendlichen, die dem Parlament einen Besuch abstatten, verhalten sich bemerkenswert diszipliniert. Oft sogar viel disziplinierter als die Damen und Herren unten im Saal. So auch gestern, als ein Brief von zwei Klassen der Handelsschule Siders verlesen wurde. Der Präsident verlangte gebieterisch, dass man aufhöre

mit dem Schwatzen und Lachen, die Verfasserinnen und Verfasser befänden sich auf der Zuschauertribüne. Nach einem üppigen Mittagessen sind die Damen und Herren halt ein wenig geschäftig.

Es gibt ein nationales Eis-sportzentrum in Champéry. Das ist finanziell total im Dreck. Der Kanton hat schon mehrmals Geld hineingesteckt. Doch eine Besserung ist nicht in Sicht. Das sagt die Geschäftsprüfungskommission des Grossen Rates. Und im Rat sind Stimmen laut geworden, die verlangen, dass auch das Zentrum von Leukerbad näher unter die Lupe genommen wird.

Merke. Sport ist gesund, tut gut – und kostet manchmal ungeheuer viel Geld. Das Dossier werde wie eine heisse Kartoffel herumgereicht, merkte Beat Abgottspon an. Der Kanton sei mit «erstaunlicher Naivität» vorgegangen. Und damals rissen sich die Gemeinden förmlich um diese Eissportzentren. Die Regierung will dafür sorgen, dass dieses Dossier in Ordnung gebracht wird. lth

Budget 2009

Der Grosse Rat hat den Kostenvoranschlag zur Staatsrechnung 2009 in vier Departementen behandelt

Sitten. – Der Walliser Grosse Rat hat am Donnerstag die Budgetberatungen in vier Departementen durchgeführt. Viele Abänderungsvorschläge wurden vorgebracht, doch nur wenige Anträge fanden im Rat auch Gnade oder sie wurden dann von ihren Vätern und Müttern etwas kleinlaut zurückgezogen.

Camionverlad am Simplonpass

Doris Schmidhalter-Näfen (SP Oberwallis) will 50000 Franken für eine Studie für eine Verlagerung des Lastwagentransportes am Simplonpass auf die Schiene ins Budget aufnehmen. Der Staatsrat will diese Studie zum Camionverlad beerdigen. **Staatsrat Rey-Bellet** widerspricht dem. Die Regierung macht sehr wohl Abklärungen in dieser Richtung. Es braucht diese 50000 Franken nicht, weil die nötigen Mittel im Budget des Departementes schon vorgesehen sind. Der Budgetantrag wird zurückgezogen.

Mehr Geld für die Archäologie

Virginie Crettenand (SP/Linksallianz) und **Graziella Walker Salzmänn** (CSP Oberwallis) verlangen 600000 Franken an zusätzlichen Mitteln für

die Archäologie. Das Wallis verfügt über einen reichen Schatz an archäologischen Funden. Doch es braucht Geld, um diesen Schatz zu heben, zu pflegen und in Szene zu setzen. Es fehlt auch an guten Fachpublikationen. Hier müssen Lücken geschlossen werden. Kommissionen und Regierung lehnen die Anträge ab. **Staatsrat Rey-Bellet** fühlt sich missverstanden. Die zusätzlichen Mittel sind nicht nötig, denn in der zweiten Hälfte 2009 wird der Staatsrat zusätzliche Mittel für verschiedene Bereiche vorschlagen. Dort haben auch zusätzliche Mittel für die Archäologie Platz. Die Anträge werden zurückgezogen.

Mehr Mittel

für die Wanderwege
Graziella Walker Salzmänn (CSP Oberwallis) verlangt 150000 Franken an zusätzlichen Mitteln für den Unterhalt der Wanderwege durch die Gemeinden. Offenbar sind die Mittel für Bau und Unterhalt für die kommenden drei Jahre ausgeschöpft; auch bis das neue Tourismusgesetz greift, dauert es. So entsteht eine Finanzierungslücke. **Staatsrat Rey-Bellet** verweist auf zusätzliche Mittel im Budget 2009. Auch dieses Anliegen könnte im Rahmen des kantonalen Wirt-

schaftsstabilisierungs-Programmes seinen Platz finden. Ein Postulat von **Roger Imboden** (CVP Oberwallis) und eine Interpellation von **Graziella Walker Salzmänn** für höhere Beiträge an die Walliser Wanderwege werden überwiesen. **Staatsrat Rey-Bellet** kündigt an, dass diese Mittel in einem ersten Schritt auf 1,2 Mio. Franken erhöht werden. Viele Gesuche von Gemeinden in der Höhe von rund acht Millionen Franken können heute nicht berücksichtigt werden. Man will nun vermehrte Mittel aufwenden.

Isolieren und neue Energien fördern

Graziella Walker Salzmänn (CSP Oberwallis) fordert zusätzliche 500000 Franken für die Verbesserung der Energieeffizienz im Zuge der Förderung von erneuerbaren Energien. Die Finanzkommission verweist auf eine Budgeterhöhung von einer Mio. auf 1,8 Mio. **Staatsrat Burgener** betont ebenfalls eine Budgetaufstockung um 800000 Franken. Ein Schwergewicht ist vor allem bei den Gebäudeisolationen zu setzen, hier liegen hohe Effizienzgewinne und damit ein grosses Sparpotenzial drin. Der Antrag wird zurückgezogen.

Fortsetzung auf Seite 5

Budget 2009

Fortsetzung von Seite 4

Die Erziehung, die Kultur und der Sport

Hans Schwestermann (SP Oberwallis) und die SP/Linksallianz sowie die Unterwalliser CVP wollen 800 000 Franken zusätzlich für Entschädigungen von privaten Logopädinnen und Logopäden. Es geht um Gleichbehandlung. **Staatsrat Claude Roch** sichert Gleichbehandlung zu. Die Dienststelle für Jugend hat versprochen, die Tarife für die privaten Logopädinnen und Logopäden zu regeln. Die Anträge werden zurückgezogen. Angenommen wird eine Kürzung der Finanzkommission im Personalbereich von 240 000 Franken. Die Freisinnig-Liberalen wollen die Entschädigungen für die Prüfungsexperten im Bereich der Berufsschulen anpassen und fordern dafür einen zusätzlichen Betrag von 500 000 Franken. Die Ansätze sind seit 1991 nicht mehr angepasst worden, sagt **Brigitte Diserens**. **Staatsrat Claude Roch** sichert zu, dass diese Ansätze auf dem Budgetweg angepasst werden sollen. Die Examen kosten den Kanton heute rund zwei Millionen Franken. Das Departement wird Rationalisierungsmassnahmen vor-

schlagen. Der Antrag wird zurückgezogen.

Volkswirtschaft und Raumordnung

Die Schaffung von zehn zusätzlichen Stellen für Hilfskräfte im Bereich der Einführung des Eidgenössischen Grundbuches/Geomatik wird von **Marylène Volpi Fournier** (SP/Linksallianz) namens der zuständigen thematischen Kommission verlangt. Es geht um einen zusätzlichen Budgetposten von 150 000 Franken. Er wird durch Abgaben finanziert. Die Finanzkommission lehnt dies ab; **Staatsratspräsident Jean-Michel Cina** kann das «Geschenk» nicht annehmen. Der Rückstand bei der Einführung des Eidgenössischen Grundbuches und der Elektronifizierung des Grundbuchamtes ist beträchtlich. Man verlangt in diesem Zusammenhang mehr personelle Mittel. Das Departement wird an die Regierung gelangen. Der Rat beschliesst mit 67 zu 43 Stimmen (2 Enthaltungen), diesen Budgetposten nicht zu erhöhen.

Kanton prüft Konjunkturmassnahmen
German Eyer (SP Oberwallis)

verlangt zehn Millionen Franken für ein konjunkturelles Impulsprogramm im Bereich der erneuerbaren Energien. Überall werden Programme angeschoben. Auch das Wallis muss dafür sorgen, dass die Binnenwirtschaft belebt wird. Der Privatkonsum lässt nach, der Staat darf nicht denselben Fehler machen. Unter anderem bieten sich energietechnische Gebäudesanierungen an. **Staatsrat Cina** räumt ein, dass die Zeichen auf Stagnation oder gar ein rückläufiges Wirtschaftswachstum stehen. In den nächsten sechs Monaten wird die Situation sich nicht ernsthaft verschärfen. Der Staatsrat hat Massnahmen getroffen: Die Kaufkraft wird durch Steuererleichterungen gestärkt. Rund 30 Millionen stehen zusätzlich dem Konsum zur Verfügung. Die Regierung bereitet sich auch für eine zweite Phase vor, und zwar mit einem Stabilisierungsprogramm in Absprache mit den übrigen Westschweizer Kantonen. Staatsrat Cina lehnt den Antrag ab, weil solche Programme breiter auf mehr Sektoren abgestützt werden sollen als nur gerade in einem Bereich. Der Antrag wird zurückgezogen. **lth**

Verschiedene Sachgeschäfte

Landschaftspark Binn verabschiedet, Detailberatung zum Stromversorgungsgesetz, Wildwest in Fiesch

**Aus dem
Walliser
Grossen Rat**

Landschaftspark Binntal abgesegnet

In der Detailberatung wird der Naturpark Binntal behandelt und vom Rat verabschiedet. Was die Beiträge des Kantons angeht, präzisierten **Kommissionspräsidentin Marylène Volpi Fournier (SP/Linksallianz)** und **Staatsrat Jean-Jacques Rey-Bellet**, dass man nach einer ersten Betriebsphase von vier Jahren eine Gesamtschau vornehmen will, die alle Pärke im Kanton umfasst. Der Park im Binntal darf bei Gesamtkosten für die Einrichtungsphase von 1,2 Mio. Franken mit einem Anteil von 720000 Franken des Kantons rechnen. Die erste Betriebsphase von 2010 bis 2013 kann von einem Beitrag von höchstens 2,2 Mio. Franken des Kantons ausgehen. Der Rat verabschiedet den Beschluss einstimmig mit 111 Ja. Im Rat stösst das Projekt auf viel Lob.

Die kürzeren

Fahrzeiten ins Wallis

Staatsrat Rey-Bellet befasst sich nach einer Interpellation von **German Eyer (SP Oberwallis)** mit den Reisezeiten zwischen dem Oberwallis und der Deutschschweiz. Weitere Zeiteinsparungen sind möglich, allerdings hängt das von zusätzlichen Ausbausritten des schweizerischen Schienennetzes ab. Eine Verdichtung des Fahrplanangebots auf der Linie des Lötschberg-Basistunnels stellt eine weitere wichtige Zielsetzung dar. Der Bahnhof von Visp ist ein Vollknoten, der zur Zufriedenheit funktioniert. Weitere Verbesserungen sind möglich, bedingen aber Investitionen wie ein viertes Geleise ab dem Basistunnel. Die Direktverbindung Sitten–Bern bleibt auch ein Fernziel, dies erfordert den Ausbau



Der Landschaftspark Binntal kann mit kantonalen und eidgenössischen Beiträgen für die Phase der Einrichtung und auch für den Betrieb rechnen.

Foto wb

des Westastes. Höhere Fahrgeschwindigkeiten sind ebenfalls anzustreben. Die Regierung ist auf diesem Feld keineswegs passiv oder sogar untätig, wie dies von der SP Oberwallis behauptet wird. Der Vollausbau des Lötschberg-Basistunnels bleibt eine klare Zielsetzung. **Vincent Rebstein (CVP Mittelwallis)** verlangt ebenfalls eine Verbesserung der Verbindungen vom Mittelwallis in die Deutschschweiz. **Staatsrat Rey-Bellet** verweist auf die Anstrengungen der Regierung. Ein Direktanschluss auf demselben Perron in Visp bleibt eine wichtige Zielsetzung. Ge-

wisse Schwierigkeiten ergeben sich wegen der beschränkten Kapazitäten im nicht voll ausgebauten Basistunnel und seiner Zubringer.

Detailberatung zur Stromversorgung

Das Gesetz über die Stromversorgung wird in der Detailberatung behandelt. An der grundsätzlichen Ausrichtung der Vorlage wird nichts geändert. Verschiedene Bestimmungen werden jedoch präzisiert. Bei der Anzahl der Betreiber von regionalen und lokalen Netzbetreibern gibt es im Rat verschiedene Vorstellungen, die

weit auseinandergehen. Nach längeren Diskussionen wird folgende Lösung beschlossen: Der Staatsrat «trifft sämtliche Massnahmen und unterstützt Bemühungen zur Verringerung der Zahl der Gesellschaften, dies nach Anhörung der Netzbetreiber. Das Wallis verfügt zurzeit über 66 Stromverteilgesellschaften, das sind 15 Prozent der schweizerischen Gesellschaften. Eine Konzentration drängt sich auch laut **Staatsrat Thomas Burgener** auf. Hier könnte es sich um eine Aufgabe der neuen Regionen handeln. Ausgesprochene Zwangsmassnahmen sind zu vermeiden. Der

Rat lehnt mit 62 zu 49 Stimmen (1 Enthaltung) einen Antrag der CVP Oberwallis durch **Erno Grand** ab, die eine noch weichere Fassung zur Konzentration der regionalen und lokalen Verteilgesellschaften durchziehen wollte.

Absage an weiterführende Anträge

Ein Antrag von **Roland Kuonen (SP Oberwallis)** verlangt, dass die sozioökonomischen Regionen eine Gesellschaft gründen, welche alle Netze unterhalb des Höchstspannungnetzes besitzt und auch bewirtschaftet. Der Rat lehnt den An-

trag mit 95 zu 7 Stimmen (5 Enthaltungen) ab, dies unter Hinweis, dass bereits Schritte in dieser Richtung vorgesehen sind. **Christoph Michlig (CSP Oberwallis)** verweist auf überhöhte Strompreiserhöhungen gegenüber den Endverbrauchern. Die Regierung soll auf die Stromlieferanten einwirken, damit eine kostengünstige Versorgung möglich bleibt. **Kommission und Regierung** betonen, dass es bereits eine Bestimmung im Gesetz gibt. Diese verlangt neben dem Engagement des Staatsrates auch den Einsatz der Gemeinden. Es geht nicht an, immer nach der Gemeindeautonomie zu rufen und dann den Staatsrat einseitig in die Pflicht zu nehmen. Der Rat lehnt den Antrag der CSP Oberwallis mit 71 gegen 22 Stimmen ab. In der Schlussabstimmung wird das Ausführungsdekret zum Bundesgesetz über die Stromversorgung mit 83 Stimmen (23 Enthaltungen) in erster Lesung verabschiedet.

Raumplanerischer Wildwest in Fiesch

German Eyer (SP/Linksallianz) befasst sich mit raumplanerischen Ungereimtheiten in Fiesch. Wer eine Satellitenschüssel einrichtet oder einen Fensterladen neu streicht, muss ein Baugesuch einreichen. In Fiesch gilt das nicht. Dort wurde die Ausdehnung der Campingzone in die Landwirtschaftszone ohne entsprechende Bewilligungen und Zonenänderungen vorgenommen. Dies, obwohl Urversammlungsbeschlüsse dies nicht gestattet hatten. Jetzt hat das Bundesgericht entschieden, dass dies völlig illegal ist. Das Bundesgericht spricht gar von «Bösgläubigkeit» des Campingbesitzers. Er hat also böswillig und absichtlich gegen das Gesetz verstossen. Die Regierung soll dieser Wildwest-Praxis endlich Einhalt gebieten und den ursprünglichen Zustand wiederherstellen. Das Postulat wird angenommen. **lth**

LES ALLOCATIONS FAMILIALES DÉFISCALISÉES

L'Etat ne reprendra plus d'une main fiscale ce que les employés obtiennent comme allocations familiales. Les élus démocrates-chrétiens sont parvenus à faire passer cette idée qui se traduit par de **fortes déductions fiscales** en faveur de 40 000 familles.

**LE BUDGET 2009 EST SOUS TOIT**

Le projet de budget concocté par le Conseil d'Etat n'aura finalement subi que **peu de modifications** au cours de la semaine de session. Le Grand Conseil est même parvenu à diminuer de 3,5 millions les dépenses prévues.



Les familles allégées

FISCALITÉ ▶ Le Grand Conseil a décidé hier de défiscaliser les allocations familiales. Concrètement, il sera désormais possible de déduire de son revenu imposable 11 410 francs pour un enfant de plus de 16 ans.

JEAN-YVES GABBUD

A partir du 1er janvier 2009, les contribuables pourront déduire fiscalement de leur revenu net, pour chaque enfant mineur ou poursuivant une formation: 7510 francs jusqu'à l'âge de 6 ans (contre 4000 francs actuellement), 8560 francs entre 6 et 16 ans (contre 5000) et 11 410 francs à partir de 16 ans (contre 6000). Dès le troisième enfant, ces montants sont encore augmentés de 1200 francs.

Allocations familiales déduites

A la demande des groupes C (PDC, noir et jaune), le Parlement a décidé de cette manière de faire sortir du champ de l'impôt les montants perçus au titre des allocations familiales. «*C'est un cadeau de Noël bienvenu pour 40 000 familles valaisannes*», s'est réjoui Jacques Melly, le chef du groupe PDC du Centre.

Par souci d'égalité de traitement, les personnes qui ont des enfants mais qui ne touchent pas d'allocations, comme les indépendants par exemple, ou qui en perçoivent de manière partielle, pourront également déduire pleinement les montants ci-dessus de leur revenu imposable.

Enfant à l'extérieur du domicile

Le Grand Conseil a également décidé de permettre une déduction de 5000 francs pour les jeunes suivant une formation tertiaire et étant logé de manière permanente à l'extérieur du domicile parental. «*Si un jeune de Monthey suit une formation à Sierre et prend un studio dans cette ville, ses parents pourront déduire 5000 francs de leur revenu imposable au*



«Il ne reste plus qu'à faire des enfants», s'est exclamé le président du Grand Conseil Paul-André Roux après que le Parlement eut adopté le principe de la défiscalisation des allocations familiales. KEYSTONE



«La pression fiscale aura baissé de 120 millions en l'espace de 6 mois»

JACQUES-ROLAND COUDRAY

PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'ÉCONOMIE

même titre que s'il étudie à l'extérieur du canton», commente le député Jacques-Roland Coudray, président de la commission de l'économie.

Le Parlement a encore accepté que les frais de remise en état

d'immeubles acquis récemment puissent être déduits fiscalement, ce qui n'était pas possible jusqu'ici. Contrairement aux autres dispositions de la nouvelle loi fiscale qui prendront toutes effets au 1er janvier 2009, cette nou-

veauté n'entrera en vigueur qu'en 2010.

L'heure des choix

La défiscalisation des allocations familiales coûtera 24 millions par an à l'Etat. Pour pouvoir mettre en place cette disposition, il a fallu procéder à des choix. Le Parlement a ainsi, notamment, renoncé à augmenter les déductions pour les cotisations d'assurance maladie, au grand dam de l'UDC et de la gauche.

La nouvelle loi fiscale a été adoptée, en une seule lecture, par cent dix-huit voix et trois abstentions.

Le budget 2009 a été adopté à l'unanimité

JEAN-YVES GABBUD

Par 109 voix et sans opposition, le Grand Conseil a adopté hier le budget 2009 de l'Etat du Valais.

En une semaine de débat, le projet présenté par le Conseil d'Etat n'a guère changé. «*Nous avons diminué les dépenses de 3,5 millions pour atteindre un excédent de 5,7 millions*», constate Nicolas Voide, le chef du groupe PDC du Bas. Il estime ainsi que «*le Conseil d'Etat laisse un bel héritage à ses successeurs*», adressant ainsi un clin d'œil au grand argentier du canton, Jean-René Fournier, qui a rendu son dernier budget.

Son homologue du Centre, Jacques Melly, partage cet enthousiasme. «*Nous avons réussi un exercice satisfaisant, avec des investissements en forte hausse, des impôts réduits, le tout dans le respect du double frein aux dépenses et à l'investissement.*»

De son côté, le président de la Commission des finances, le radical Philippe de Preux, s'est réjoui de constater que sa commission a été suivie par le Parlement sur les 104 amendements déposés, suivie

également dans sa volonté de tenir une ligne de rigueur budgétaire. Il a par contre fustigé «*les propositions provenant de formations politiques extrêmes*», montrant ainsi du doigt l'UDC et ses amendements.

Ce quasi statu quo enregistré par le budget lors de son analyse par le Grand Conseil n'a par contre pas plu à l'UDC qui voulait, notamment, une baisse fiscale beaucoup plus massive. Edmond Paruchoud estime ainsi que «*le Parlement est devenu une chambre d'enregistrement. Il est largué par la masse des informations. Les députés miliciens ne sont pas de taille à lutter contre la machine étatique.*» Cette critique ne l'a pas empêché de dire oui, lui aussi, au budget. Il a déclaré, devant un parterre hilare, «*accepter le budget par reconnaissance envers Jean-René Fournier qui a aidé à l'élection du conseiller fédéral Ueli Maurer.*»

Du côté socialiste, la cheffe de groupe Marcelle Monnet-Terretaz dresse un constat un peu dépité. «*Les mandats politiques et*



Le conseiller d'Etat Jean-René Fournier a livré son dernier budget. Un document sur lequel les députés n'ont apporté que des retouches cosmétiques.

MAMIN

l'exigence du double frein aux dépenses et à l'investissement prive le Parlement de ses prérogatives.»

S'il devait y avoir un groupe pour refuser le budget 2009, ce serait être celui des socialistes hautvalaisans. German Eyer n'a cependant pas dit non, car, a-t-il avoué, il

a été satisfait de la promesse faite par le Conseil d'Etat de lancer un programme conjoncturel à la mi-2009. Il a également apprécié l'analyse du Conseil d'Etat consistant à dire qu'un écart par rapport à la règle du double frein est possible en situation de crise financière.

Budget einstimmig verabschiedet

Stromversorgung, Steuerpolitik, Wahl von Thomas Brunner zum Kantonsrichter, Verabschiedung des Budgets

Aus dem Walliser Grossen Rat

S i t t e n. – Der Walliser Grosse Rat hat gestern Nachmittag den Kostenanschlag zur Staatsrechnung 2009 verabschiedet. Die Schlussabstimmung ergab 109 Ja-Stimmen ohne Gegenstimmen und ohne Enthaltungen. Der Grosse Rat ist während der gesamten Budgetberatung praktisch ausnahmslos den Anträgen der Finanzkommission gefolgt.

Dekret zur Stromversorgung: Kompromiss

Der Rat berät in zweiter Lesung das Ausführungsdekret zum Bundesgesetz über die Stromversorgung. Zu regeln bleibt zur Hauptsache die Frage, in welcher Form die 66 regionalen und lokalen Verteilungsgesellschaften zusammengeführt werden sollen. Eine Mehrheit spricht sich schliesslich für eine Gesetzesbestimmung aus, die Anreize für den Zusammenschluss dieser Netzgesellschaften vorsieht, aber keinen Zwang. Ein Antrag der CVP Mittelwallis wird angenommen, allerdings mit einer Ergänzung durch die Kommission, die auch Entscheidungsbefugnisse für den Staatsrat vorsieht, wie **Kommissionspräsident Jacques-Roland Coudray** betont. **Staatsrat Rey-Bellet**, der **Staatsrat Thomas Burgener** vertritt, kann sich mit dem ergänzten Vorschlag anfreunden. Der Rat nimmt die Bestimmung mit 106 zu 6 Stimmen an. Mehrere Rednerinnen und Redner betonen noch einmal, dass missbräuchlichen Strompreiserhöhungen ein Riegel geschoben werden muss. In der Schlussabstimmung wird das Ausführungsdekret mit 106 zu 4 Stimmen (1 Enthaltung) verabschiedet.

Teilrevision des kantonalen Steuergesetzes

Der Rat behandelt die Teilrevision des Steuergesetzes, die der Entlastung der bescheidenen und mittleren Einkommen dient. Der Kanton verzichtet auf rund 30 Mio. Franken an Einnahmen, die Gemeinden auf 28



Der Grosse Rat hat beschlossen, die Steuern für rund 40000 Walliser Familien mit Kindern, die nur über kleine und mittlere Einkommen verfügen, spürbar zu verringern. Foto: wbo

Mio. Erhöht werden unter anderem die Abzüge für Wohneigentum, für Verheiratete, für Kinder und für Jugendliche in Ausbildung. Diese Kinderabzüge, die vom Reineinkommen abgezogen werden, belaufen sich auf 7510 bis 11410 Franken, für drei und mehr Kinder wird ein zusätzlicher Abzug von 1200 Franken pro Kind gewährt. Der Grosse Rat kann diese Abzüge um 30 Prozent erhöhen. Auf der Strecke bleiben Abzüge für Versicherungen und die Krankenkassen, aber auch die Steuerbefreiung der tiefsten Einkommen. Auch diese Kategorie der Steuerzahlenden bleibt in der Pflicht.

40000 Walliser Familien werden entlastet

Rund 40000 Familien werden insgesamt entlastet. Die Linke bedauert, dass die bescheidenen Einkommen nicht völlig von der Besteuerung ausgenommen werden. Seitens der CVP wird die Revision ohne Einschränkungen angelobt. Sie soll mitteilen, wirtschaftlich schwierige Zeiten zu überstehen. Die Entlastung der Familien ist wichtig. Die SVP zeigt sich befriedigt, weil die Familien mit bescheidenem Einkommen zum Zuge kommen. Die CSPO gibt ihrer Freude über diese steuerlichen Entlastungen Ausdruck. Ein Wermutstropfen besteht darin, dass auch die Gemeinden Steuerausfälle hinnehmen müssen. Die Freisinnig-Liberalen können mit der Revision leben. Die Haushaltungen erhalten mehr Kaufkraft. Die FDP Ober-

wallis kritisiert, dass die Abzüge für Krankenkassenbeiträge nicht beibehalten wurden. Ebenso erfahren die tiefsten Einkommen keine Entlastung. Dafür werden einseitig die Familien mit Kinderlasten berücksichtigt. In erster Lesung wird die Vorlage mit 118 Ja (3 Enthaltungen) verabschiedet. Der Rat beschliesst mit 67 zu 48 Stimmen (1 Enthaltung) die Vorlage in einer Lesung zu behandeln.

Die Familien werden spürbar entlastet

Staatsrat Jean-René Fournier bezeichnet die Auswirkungen der Revision für die Steuereinnahmen als verantwortlich. Es kommt bald aber auch noch ein Steuerpaket des Bundes auf die Kantone zu, welches wiederum Anpassungen im kantonalen Steuerrecht nötig macht. Dieses Paket wird wesentlich weiter gehen als die nun verabschiedete kantonale Revision 2008. Die Steuerausfälle von 31 Mio. Franken für den Kanton und 28 Mio. Franken für die Gemeinden sind verantwortlich und verkräftbar. Der Grosse Rat zeigt sich verantwortungsbewusst. Die Familien mit mittleren und bescheidenen Einkommen im Kanton werden spürbar entlastet.

Thomas Brunner neuer Kantonsrichter

Kantonsrichter Dr. Erwin Leiggener hat auf den 30. April 2009 nach 17-jähriger Tätigkeit am kantonalen Gerichtshof seine Demission eingereicht. Er

tritt im Alter von 62 Jahren in den Ruhestand. **Ratspräsident Roux** dankt dem abtretenden Kantonsrichter für die geleisteten Dienste. **Graziella Walker Salzmann** (CSP Oberwallis) schlägt einstimmig **Thomas Brunner** vor. Er wurde 1960 in Eischoll geboren, ist verheiratet und Vater von drei Kindern. Er zeichnet sich durch grosse Dossierkenntnis und solides Schaffen bei feinem Humor aus. Er steht mit beiden Füßen auf dem Boden. Thomas Brunner ist mit den Verhältnissen im Kanton und mit der zweiten Landessprache vertraut. Die Justizkommission gibt grünes Licht. Sie unterstreicht die beruflichen Qualitäten des Kandidaten, der nicht aus der Justizverwaltung kommt, sondern vielfältige politische und berufliche Erfahrungen gemacht hat. Er war Anwalt und Notar, Gemeindepräsident, Grossrat und auch Präsident der Justizkommission. Der Rat nimmt die Wahl von Kantonsrichter Thomas Brunner stillschweigend mit Applaus vor.

Finanzen, Institutionen und Sicherheit

Die Budgetberatung wird im Departement für Finanzen, Institutionen und Sicherheit fortgesetzt. Die Finanzkommission verlangt, dass auch im Jahr 2009 78 Prozent der Steuerpflichtigen unselbstständigen, natürlichen Personen eingeschätzt sein sollen. **Staatsrat Fournier** verweist darauf, dass dies bei rund 10000 zusätzlichen Dossiers kaum möglich ist. Der Rat folgt mit 80 zu 29 Stimmen (4 Enthaltungen) der Finanzkommission. **Felix Rup-**



Zum neuen Kantonsrichter gewählt: Thomas Brunner.

schwindigkeitslimite beträgt 40 Stundenkilometer. Sonderbewilligungen werden für Krankentransporte, aber auch für verschiedene Materialtransporte erteilt. Zermatt braucht eine Strassenverbindung für dringliche Fälle. Grundsätzlich aber hat der Transport von Personen und Gütern auf der Schiene zu erfolgen. Die Projekte, die zurzeit verfolgt werden, sind von der Gemeinde angeregt und auch abgeklärt worden. Wenn eine konkrete und präzise Anfrage der Gemeinde Zermatt eingeht, wird man sie gemäss Gesetz und Abmachungen prüfen. Der Grosse Rat wird sich dazu äussern können. Zermatt braucht auch eine Strassenverbindung, doch muss der Schwerpunkt eindeutig bei der Bahn liegen.

Asylsuchende: Fehlende Unterkünfte

Verena Sarbach Bodenmüller (CVP Oberwallis) will wissen, wie es um die Aufnahme der steigenden Zahl von Asylbewerbern im Kanton Wallis steht. **Staatsrat Jean-René Fournier** bestätigt die vermehrte Ankunft von Asylsuchenden. Der Kanton Wallis muss gemäss seinem Bevölkerungsanteil 3,9

Prozent der Asylsuchenden in der Schweiz aufnehmen. Es halten sich zurzeit 1528 Asylbewerber im Kanton auf. Die Zahl der Asylsuchenden steigt stark an. Die Beherbergungsmöglichkeiten sind ausgeschöpft, sowohl im Ober- wie auch im Unterwallis. Man muss zurzeit rund 100 neue Plätze finden. Es werden Plätze in allen Regionen des Kantons gesucht. Es ergeht ein Appell der Regierung an alle, Beherbergungsmöglichkeiten aufzuzeigen.

Mangelhafte Schneeräumung?

Anne-Marie Sauthier-Luyet (freisinnig-liberal) bemängelt die Schneeräumung am Grossen Sankt Bernhard im vergangenen November. **Staatsrat Rey-Bellet** erwähnt, dass selbst geringfügige Schneefälle oft dazu führen, dass sich ungenügend ausgerüstete Lastwagen auf dieser Strecke querstellen. Oft handelt es sich um Camions, die trotz Verkehrsbeschränkungen die Strecke benutzen. Die Niederschläge fallen auf der Nord- und der Südseite oft sehr unterschiedlich aus. Kürzlich sind die Schneefälle im Süden niedergegangen und sorgten dort für prekäre Strassenverhältnisse.

Regionalpolitik

Detailberatung zum Gesetz über die Regionalpolitik

Ith) Der Grosse Rat fasst sich in zweiter Lesung mit dem Gesetz über die Regionalpolitik. **Diego Clausen** (CSP Oberwallis) will den Kreis der möglichen Kreditempfänger im Bereich der zinslosen Darlehen ausweiten. **Kommissionspräsident Jean-Marie Schmid** (CVP Oberwallis) lehnt den Antrag ab.

Der Staat soll hier nur subsidiär auftreten. Wenn eine Dividende ausgerichtet wird, muss ein Darlehen verzinst werden. Laut **Staatsrat Cina** ist es nicht die Rolle des Kantons, Bank zu spielen; es besteht auch die Gefahr von Wettbewerbsverzerrungen.

Der Rat lehnt den Antrag mit 102 zu 17 Stimmen ab. Die SP fordert Bestimmungen gegen Missbrauch. Der Rat lehnt dies mit 90 zu 21 Stimmen (4 Enthaltungen) ab. In der Schlussabstimmung wird die Vorlage mit 117 Ja (1 Enthaltung) verabschiedet.

Parlaments-Splitter

Auf dem Pult der Damen und Herren Abgeordneten, aber auch der Chronistinnen und Chronisten des Parlamentes befand sich ein kleines Päckchen. Mit den besten Festtagswünschen des Präsidiums des Grossen Rates und des Parlamentsdienstes. Wir entbieten ebenso artige Weihnachts- und Neujahrswünsche an ihre Adresse.

Die Leitung der Legislativen, also der gesetzgebenden Gewalt des Kantons und der Republik Wallis, ist nicht immer einfach. Also gehört sich einmal auch ein Dankeschön an die dienstbaren Geister des Grossen Rates, die sich nach Kräften bemühen, auch in hektischen Phasen die Übersicht und die Ruhe zu wahren.

«Päckli» wecken die Neugierde. Was ist wohl drin? Es sind Süßigkeiten, kleine Köstlichkeiten. Das passt gut zu den sauren Zeiten, die sich jetzt immer deutlicher abzeichnen.

Die wirtschaftlichen Aussichten für die Walliser Industrie verdüstern sich zusehends. Wie im WB bereits mehrfach gemeldet, kämpft auch die Alcan mit enormen Schwierigkeiten. Sie wird Kurzarbeit einführen, genauso wie Novelis, ihre «Schwesterunternehmung» auch. Während bei Novelis vor allem der Einbruch bei der Automobilindustrie negativ zu Buche schlägt, sind es bei Alcan die Werkzeugmaschinen-Bestandteile, für die jetzt die Bestellungen ausbleiben.

Ratspräsident Paul-André Roux hat sein Deutsch als «approximativ», also als annähernd tauglich bezeichnet. Gut, mag

sein, dass er nicht gerade sattelfest ist. Aber er bemüht sich wenigstens, die zweite Landessprache zu respektieren – und das ist doch die Hauptsache.

Der Gebrauch von Funktelefonen ist nicht mehr wegzudenken. Auch während dem Ratsbetrieb. Allerdings macht sich dies nicht selten durch ein extrem lautes Knattern und Rattern in der Lautsprecheranlage der Simultanübersetzung bemerkbar. Vor allem dann, wenn in der Nähe einer Rednerin, eines Redners ein «Telefonino» losgeht.

Grossrat Jean-Marie Schmid hat als Präsident der zweiten Kommission für das Gesetz über die Regionalpolitik betont, dass die einstimmige Verabschiedung der Vorlage ein guter Tag sei – eben ein Cina-Tag. Der Rat quittierte die Redewendung mit Lachen.

Das Kantonsparlament werde in Zukunft schwierigere Kostenvoranschläge zu beraten haben, meinte CVPO-Fraktionschef Beat Abgottspon. Im Lichte der jüngsten Nachrichten aus der Wirtschaft dürfte er wohl richtig liegen mit seiner Mahnung. Der schlechte Wirtschaftsgang dürfte sich schon auf das Budget 2010 massiv auswirken.

Der Grosse Rat hat Staatsrat Jean-René Fournier gestern kurz nach 16.00 Uhr ein schönes Abschiedsgeschenk gemacht: Das Budget zur Staatsrechnung 2009 ist einstimmig, ohne Enthaltungen verabschiedet worden. Er hat diese Geste sicher verdient, auch wenn seine Zeit als Finanzchef unter wirtschaftlich günstigen Sternen stand. **Ith**

Fragestunde

Verkauf von Immobilien an Ausländer

Ith) **Christophe Perruchoud** (freisinnig-liberal) wirft die Frage nach dem Verkauf von Immobilien an Ausländer auf. **Staatsrat Claude Roch** (in Vertretung von **Staatsrat Cina**) führt aus, dass 17 Kantone vom Verkauf an Ausländer betroffen sind. Der Staatsrat will die Diskussion mit dem Bund suchen, um zusätzliche Möglichkeiten für den Verkauf und damit für den Abbau des immer noch beträchtlichen Geschüßberhanges zu eröffnen.

Marke Wallis: Wem dient sie?

Auf eine Frage von **Zita Burgener-Imoberdorf** (CSPO) geht **Staatsrat Claude Roch** auf die Modalitäten für die Verwendung des Logos ein. Der Kanton Wallis hat das Glück, dass er sich von anderen Regionen unterscheiden kann. Der Konsument kann davon grossen Nutzen ziehen. Für Marketinganstrengungen bedeutet die Marke Wallis eine Erleichterung. Das Logo kann nur unter

gewissen Bedingungen verwendet werden. Dies ist im Sinne der Erhaltung der Qualität wichtig.

Beschilderung von Brigerbad

Nach einer Frage von **Diego Clausen** (CSPO) äussert sich **Staatsrat Jean-Jacques Rey-Bellet** zur Beschilderung des Thermalbades von Brigerbad. Er verweist auf ein Treffen von Vertretern des Departements mit den Verantwortlichen des Bades. Bisher ist noch kein Gesuch an den Kanton eingegangen. Es braucht ein offizielles Gesuch. Die Dossiers gehen dann an die verschiedenen Ämter im Kanton und im Bund.

Fragen um die Strasse nach Zermatt

Staatsrat Rey-Bellet beantwortet eine Frage von **German Eyer** (SP Oberwallis) zur Strasse nach Zermatt. Diese Strasse ist verschiedenen Einschränkungen unterworfen, namentlich unterliegt ihre Benutzung einer Bewilligung, dazu ist die Breite der Motorfahrzeuge beschränkt und die Ge-

Wallis: Bereit für härtere Zeiten

Hohe Investitionen und zusätzliche Reserven für ein Stabilisierungsprogramm im Voranschlag 2009

Sitten. – Auch der Kanton Wallis stellt sich auf wirtschaftlich härtere Zeiten ein. Die Regierung ist dabei, ein Stabilisierungsprogramm auszuarbeiten. Die Einzelheiten dazu sind noch nicht bekannt, doch dürften im Jahr 2009 zusammen mit dem ordentlichen Budget Investitionen von insgesamt einer Viertelmilliarde ausgelöst werden.

Der Walliser Grosse Rat hat am vergangenen Freitag den Voranschlag zur Staatsrechnung 2009 verabschiedet. Bemerkenswert ist, dass er dies in seltener Einmütigkeit tat, nämlich einstimmig ohne Gegenstimmen oder Enthaltungen. In den vergangenen Jahren hatte sich entweder die Linke oder dann die SVP der Stimme enthalten oder sogar gegen die Budgets gestimmt. Die breite Zustimmung ist darauf zurückzuführen, dass der Rat einerseits die Budgetdisziplin wahrte, wie sie vor allem von der CVP Oberwallis hochgehalten wird, andererseits aber ungewöhnlich hohe Investitionen vorsieht. Das Budget 2009 trägt bereits die Wesenszüge eines Konjunkturprogrammes bei guten finanzpolitischen Rahmenbedingungen dank früherem Schuldenabbau.

Dutzende von Anträgen abgelehnt

Nach mehrstündigen Budgetberatungen zu den verschiedenen Departementen drängt sich eine ernüchternde Feststellung auf: Das Kantonsparlament folgte weitgehend den moderaten Sparvorschlägen der Finanzkommission unter Philippe De Preux (freisinnig-liberal). Diesen Anträgen schloss sich mit wenigen Ausnahmen auch die Regierung an. Dort, wo es zu direkten Ausmarchungen zwischen der Regierung und der Finanzkommission kam, setzte sich die Finanzaufsichtskommission des Grossen Rates in den Abstimmungen durch. Praktisch alle Anträge aus dem



Im Regierungsgebäude in Sitten (unser Bild) wird zurzeit an einem Stabilisierungsprogramm für die Walliser Wirtschaft gearbeitet. Die Regierung dürfte bald schon Einzelheiten dazu bekannt geben.

Foto wb

Ratsplenum – und es waren Dutzende – sind vom Rat nur dann angenommen worden, wenn sie die Zahlen und Grundzüge des Kostenvoranschlages nicht veränderten.

Ist die Budgetdiskussion im Plenum nutzlos?

Vor diesem Hintergrund könnte man leicht der Versuchung unterliegen, die Budgetdiskussion im Plenum als wenig nützlich abzuqualifizieren. Die konkreten Ergebnisse sind tatsächlich so bescheiden und so wenig budgetwirksam, dass man zu diesem Schluss kommen könnte. Doch spielt bei den Beratungen zum Voranschlag auch noch ein anderer Mechanismus mit: Die Regierung hat Gelegenheit, ihre Politik in Einzelbereichen zu er-

läutern. So sind zum Beispiel Anträge für die Einstellung zusätzlicher Polizisten für die Kontrollen des Schwerverkehrs am Grossen Sankt Bernhard und am Simplonpass zurückgezogen worden, nachdem Staatsrat Fournier den Fahrplan für die gezielte und gesamthafte Erhöhung des Personalbestandes der Walliser Kantonspolizei schon im nächsten Jahr umfassend dargelegt hatte. Zudem erfüllt die Behandlung sowohl der Staatsrechnung als auch des Voranschlages dazu die Rolle einer umfassenden Fragestunde. Jede Fraktion und sogar einzelne Ratsmitglieder können also ihre Sorgen und Anliegen einbringen. Interessant auch: Der Rat hat weiterführenden Steuererleichterungen als den geplanten

eine klare Absage erteilt. Die Mehrheit ist finanzpolitisch vorsichtig.

Ein kantonales Stabilisierungsprogramm

Die Regierung ist sich offensichtlich der rapiden Verschlechterung der Wirtschaftslage auch im Kanton bewusst. Die Metallindustrie (Alcan und Novelis) hat bereits Kurzarbeit angekündigt. In anderen Wirtschaftszweigen mehren sich die Anzeichen einer raschen und tief greifenden Eintrübung. Die Regierung hat einmal die Investitionen im ordentlichen Budget auf über 200 Mio. Franken hochgefahren. Während der Budgetdebatte haben sowohl Staatsrat Fournier als auch seine Kollegen Jean-Michel Cina und Thomas Bur-

gener durchblicken lassen, dass notfalls auch noch weitere Mittel bereitgestellt werden. Konkret liesse sich ein wahrscheinlicher Einnahmenüberschuss aus der Rechnung 2008 für eine weitere Aufmöbelung des Stabilisierungsprogrammes verwenden. Die Steuererträge der Rechnung 2008 dürften nämlich deutlich über dem Voranschlag liegen, wie die Erfahrung der letzten Jahre zeigt.

Gebäudesanierungen im Vordergrund

Bekanntlich sind klassische Konjunkturstützungsprogramme nicht unproblematisch. Sie haben in der Vergangenheit sehr oft in ihrem Schwergewicht den Tiefbau betroffen. Das Stabilisierungsprogramm der Regie-

rung würde hingegen sehr viel breiter abgestützt und käme nicht zuletzt dem sehr viel beschäftigungsintensiveren, aber auch und gerade im Oberwallis angeschlageneren Hochbau zugute. Dabei hätte man weniger Neubauten im Auge, als vielmehr Sanierungen von bestehenden Gebäuden und Altbauten. In erster Linie geht es um energietechnische Massnahmen zur Wärmedämmung. Gerade die thermische Sanierung von Gebäuden ist ausgesprochen beschäftigungsintensiv. Im Tiefbau dürfte dank dem Autobahnbau im Oberwallis, dank verschiedenen grösseren und kleineren Kraftwerkprojekten in allen Regionen des Kantons und durch den Beginn der Arbeiten für die 3. Rhonekorrektur die Beschäftigung einiger Massen gegeben sein.

Schützenhilfe aus dem Nationalrat

Den Bemühungen um Energiesparmassnahmen durch Wärmedämmung kommt entgegen, dass der Nationalrat auf Antrag des Walliser Abgeordneten Maurice Chevrier (CVP) vom Bundesrat eine Gesetzesvorlage verlangt zur thermischen Sanierung des schweizerischen Immobilienparks. Der Beschluss kam nur mit Stichentscheid der Ratspräsidentin zustande, doch dürfte er gleichwohl Signalwirkung haben, weil verschiedene Kantone ähnliche Programme aufgleisen wollen. Chevrier verlangt für diesen Zweck einmal A-fonds-perdu-Beiträge (die nicht zurückbezahlt werden müssten) und zinslose Darlehen. Die Kantone müssten sich an derartigen Sanierungsprogrammen beteiligen. Solche Energiesparmassnahmen sind auch dem Klimaschutz zuträglich; das Sparpotenzial ist beträchtlich. Ein Tätigkeitsfeld auf mittlere Sicht eröffnet sich sodann im Energiebereich. Dort dürfte durch Anreize bald schon eine Offensive absehbar werden für die neuen erneuerbaren Energien. **lth**